

COMMENT BREJNEV PREPARE LA TROISIEME GUERRE MONDIALE voir p.6

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 28
DIMANCHE 29
FÉVRIER
1976

N° 122

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

TRAIN DE HAUSSES POUR LE 1^{ER} MARS

L'année commence bien, 1,1% d'augmentation à l'indice officiel des prix en janvier. Combien en réalité ? Fourcade n'a pas encore osé faire de commentaires, mais on ne risque guère de se tromper à parier qu'il parlera d'une poussée passagère de fièvre et d'une amélioration certaine pour les mois à venir. Parlons en : 15% sur l'électricité, 7,5% sur le gaz au 1er mars, une augmentation prévisible du timbre, et ce n'est certainement pas tout.

Après avoir payé les impôts locaux, réglé comme nous avons pu le premier tiers provisionnel, il faut maintenant remplir notre déclaration de revenus, ce qui nous donne une indication sur le montant de nos impôts pour 76, en augmentation bien sûr !

Les prix et les impôts augmentent, ce n'est pas le cas de nos salaires. S'il est un domaine dans lequel le gouvernement ne fait pas, dans la période, de promesses en l'air, c'est bien celui des salaires. Après Ceyrac, Fourcade, qui n'ont pas caché leurs sinistres intentions de blocage des salaires pour 76, Stoléro, « Monsieur travail manuel », dé-

clare que pour lui l'important ce n'est pas les salaires, mais les conditions de travail. On sait ce que ça veut dire : démagogie sur la question des conditions de travail, et rien à attendre sur les salaires. Chirac vient d'ailleurs de le confirmer, « L'augmentation du pouvoir d'achat n'est pas compatible avec la reprise économique ».

Pour 76, ce qui s'annonce c'est donc la poursuite de la hausse des prix sur les produits de consommation courante, le blocage des salaires, et, en fait de maintien du pouvoir d'achat, sa détérioration accélérée.

Voilà la « sécurité » que ce gouvernement nous garantit, quand il prétend nous protéger de la délinquance. C'est lui le premier à nous racketter par l'impôt, c'est lui qui protège ceux qui s'enrichissent de notre sueur et qui mettent chaque jour notre vie en danger. De quelle sécurité s'agit-il dans ces conditions ?

Insécurité, austérité, c'est la loi de ce gouvernement de misère, ça ne peut plus durer !

Serge LIVET

IMPOTS

COMMENT REMPLIR VOTRE DECLARATION

VOIR P. 2

Mitterrand - Chirac

DISPUTES CHEZ LES ANCIENS DE L'ALGERIE FRANCAISE

voir p. 9

LA SEMAINE PROCHAINE
SUR LES ÉCRANS :
12 HEURES SUR LA CHINE

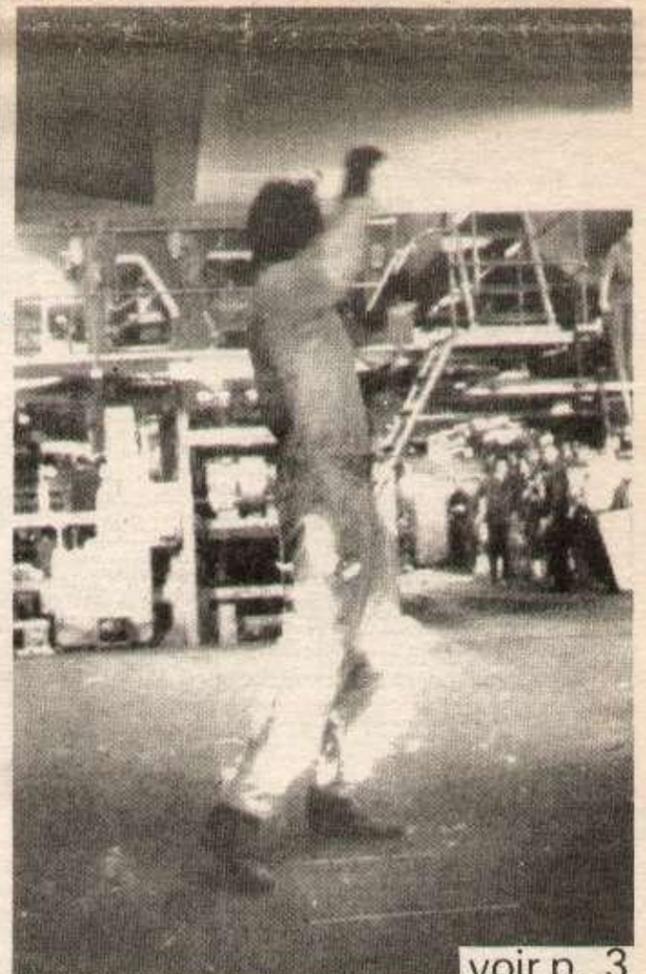
INTERVIEW DE Joris IVENS ET Marceline LORIDAN



voir p. 4

Dossier des accidents du
travail discuté en conseil
des ministres

FAIRE DES VICTIMES, LES COUPABLES



voir p. 3

SOMMAIRE

- Vers un parti centriste unique ? -p. 3-
- Accidents du travail : des mesures bien suspectes -p. 4-
- Foyers Sonacotra en lutte -p. 5-
- Mérieux : une arrestation facile -p. 7-
- Cinéma : 3 films sur les femmes -p. 8-
- La vie du journal -p. 10-
- Espagne : grèves en Catalogne -p. 12-

IMPOTS

Département et Commune
24 AVRIL / Gironde

Nom M. **MONTAGNET** **DURAND**

Prénoms **Suzanne, René**

Date de naissance **03.03.1923** **04.04.1924**

Lieu de naissance **commune LYON 68**

N° sécurité sociale **444.02.67.344.014**

Adresse au 1^{er} janvier 1976
N° 44 rue Victor Hugo
batiment 8 escalier 1 étage 5^{ème}
commune AVRIL sur Seine
code postal 44300

Profession ou qualité
OSL chez SOUENAT, 34, rue Neuve à Vieux/Bourg 94400
ma femme : employée à la société RAT, 25 rue des Arts 94400

A **Montagnat** le **18** Février 1976
 Signature

COMMENT REMPLIR LA DECLARATION DE REVENUS

par Frédéric MONTAGNET et Marcel MÉTAYER



Les festivités autour de Concorde : l'argent du contribuable...

IMPORTANT :

- Vous devez remettre ou expédier votre déclaration au Service des Impôts de votre lieu de domicile au 1^{er} janvier 1976. Un retard peut occasionner une majoration de 10% (dans les faits, cette majoration n'est pas appliquée si le retard n'est que de quelques jours).
- Conservez un double de votre déclaration pendant 5 ans
- Si après avoir remis votre déclaration, vous vous apercevez que vous avez fait une erreur ou un mauvais choix, vous avez encore la possibilité d'écrire à l'inspecteur des Impôts de votre lieu de domicile pour demander une rectification, et ceci même après le 1^{er} mars.

QUI DOIT SOUSCRIRE LA DECLARATION ?

C'est le chef de famille, c'est-à-dire le père en général, qui souscrit la déclaration des revenus. C'est donc son nom et sa signature qui doivent figurer en page 1. Naturellement, les célibataires majeurs, les veufs et veuves, les hommes et femmes divorcés sont aussi considérés comme chefs de famille.

1-SITUATION

- La situation de famille à déclarer est celle qui existait au 1^{er} janvier 1975.
- Si un événement familial au cours de l'année 1975 (naissance ou mariage) augmente votre nombre de parts, vous pouvez déclarer la situation au 31 décembre 1975.

2-3- ENFANTS

- 2 ● L'enfant mineur, c'est-à-dire âgé de moins de 18 ans au 1^{er} janvier 1975, est considéré comme à charge, et donc, même s'il est salarié, déclaré par son père. Il est possible de le déclarer séparément : faire une demande, jointe à la déclaration. Pour savoir quel est le plus avantageux, calculer les impôts dans les deux cas, à l'aide du barème ci-dessous.
- 3 ● L'enfant majeur, c'est-à-dire âgé de plus de 18 ans au 1^{er} janvier 1975, doit normalement souscrire une déclaration séparée pour ses propres revenus. Il peut cependant, s'il a moins de 21 ans, ou s'il a moins de 25 ans et est étudiant, ou s'il effectue son service militaire, figurer sur la déclaration des parents, avec ses revenus éventuels : faire une demande jointe à la déclaration.

neux, calculer les impôts dans les deux cas, à l'aide du barème ci-dessous.

- 4 ● MARIAGE EN 1975
En cas de mariage au cours de l'année 1975, il faut souscrire deux déclarations distinctes, chaque époux bénéficiant du nombre de parts total du ménage.
- Le mari déclare le total de ses revenus et de ceux touchés par sa femme entre la date du mariage et la fin de l'année 1975.
- La femme déclare ses propres revenus du début 1975 jusqu'à la date du mariage.

En cas de mariage au cours de l'année 1975, il faut

souscrire deux déclarations distinctes, chaque époux bénéficiant du nombre de parts total du ménage.

- 5 ● ASCENDANTS
Vous pouvez inscrire vos ascendants sur votre déclaration. Vérifiez si c'est plus avantageux qu'une déclaration séparée. Dans ce dernier cas, vous pouvez déduire de votre revenu l'aide fournie à vos ascendants (mais eux, doivent la rajouter à leur déclaration).

6- TRAIN DE VIE

Il est obligatoire de remplir cette partie. Mais cela sert essentiellement à dépister les fraudeurs fortunés d'après leurs éléments de fortune. Cela ne peut être utilisé contre les salariés tombés au chômage en 1975.

7- ARRONDISSEZ AU FRANC

Sinon l'ordinateur comptera les centimes comme des francs (il ne tient pas compte de la virgule).

8- REVENUS IMPOSABLES

- 8 ● Sont imposables : les allocations de chômage ASSÉDIC (à compter avec les

salaires). Les indemnités de garde d'enfants versées dans le secteur privé.

- 8 ● sont non imposables : les allocations d'aide publique au chômage (même lorsqu'elles sont versées par l'ASSÉDIC)

les indemnités journalières de la Sécurité Sociale (même lorsqu'elles sont versées par l'employeur).

l'allocation de garde d'enfants des agents de l'Etat

- 10 ● La garantie de ressources est imposable uniquement si elle dépasse 1500F par mois : elle l'est alors en totalité.

9- DEDUCTIONS SUPPLEMENTAIRES

Les professions suivantes peuvent déduire, en plus des 10%, les pourcentages suivants :

- certains chauffeurs et convoyeurs (+ 20%)
- les salaires des chantiers du BTP, y compris les stagiaires FPA du BTP (- 10%)
- les ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit (+ 5%)
- les mineurs de fond (+ 10%), etc...

Inscrire en D le salaire, suivi du pourcentage indiqué ci-dessus.

11- FRAIS DE GARDE D'ENFANTS

Les contribuables célibataires, veufs, divorcés... peuvent déduire (ligne H) les frais de garde d'enfants à charge de moins de quatre ans au 31 décembre 75, dans la limite de 1800F. Mais il faut inscrire le nom et l'adresse de la nourrice.

12- AIDE AUX PARENTS

On peut déduire, au niveau pensions alimentaires, l'aide aux parents, ou les frais d'hébergement aux parents hébergés. Celle-ci ne nécessite pas de justification jusqu'à un plafond de 5150 F par parent aidé.

Exonérations d'impôt

Les contribuables suivants sont exonérés d'impôt, même s'ils auraient dû en payer selon le barème ci-contre :

- les salariés et retraités de moins de 65 ans, dont le revenu global, diminué des seuls frais professionnels, est inférieur à 12 600F.
- les salariés et retraités de plus de 65 ans, dont le revenu global, diminué des seuls frais professionnels (déductions qui ne s'applique pas aux retraites), est inférieur à 13 800F.

QUOTIENT FAMILIAL (nombre de parts)

Situation de famille du contribuable

Nombre d'enfants (ou autres personnes) à charge	Situation de famille du contribuable				
	Célibataire divorcé séparé	Marié	Veuf	Epoux tous deux invalides	
0	1 ou 1,5	2	1 ou 1,5	2,5	
1	2	2,5	2,5	3	
2	2,5	3	3	3,5	
3	3	3,5	3,5	4	
4	3,5	4	4	4,5	
5	4	4,5	4,5	5	

BARÈME

REVENU IMPOSABLE (1)	MONTANT DE L'IMPÔT suivant le nombre de parts					REVENU IMPOSABLE (1)	MONTANT DE L'IMPÔT suivant le nombre de parts								
	1	1,5	2	2,5	3		1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
moins de 6 200	0					22 000	3 103	1 964	1 275	769	317	28			
7 000	73					23 000	3 403	2 164	1 425	919	417	104			
8 000	188					24 000	3 703	2 364	1 575	1 069	563	204			
9 000	338					25 000	4 003	2 571	1 753	1 219	712	303	25		
10 000	488	59				26 000	4 340	2 821	1 953	1 369	862	404	90		
11 000	638	159				27 000	4 690	3 071	2 153	1 519	1 013	506	190		
12 000	788	281				28 000	5 040	3 321	2 353	1 669	1 162	656	290	22	
13 000	976	431	45			29 000	5 390	3 571	2 553	1 819	1 312	806	390	76	
14 000	1 176	581	145			30 000	5 784	3 821	2 753	1 969	1 463	956	490	176	
15 000	1 376	731	245			31 000	6 184	4 071	2 953	2 141	1 612	1 106	600	276	19
16 000	1 576	881	375	34		32 000	6 584	4 384	3 153	2 341	1 762	1 256	750	376	69
17 000	1 798	1 031	525	131		33 000	6 984	4 654	3 353	2 541	1 913	1 406	900	476	163
18 000	2 048	1 181	675	231		34 000	7 384	4 953	3 595	2 741	2 062	1 556	1 050	576	263
19 000	2 298	1 364	825	331	31	35 000	7 784	5 254	3 845	2 941	2 212	1 706	1 200	693	363
20 000	2 548	1 564	975	469	117	36 000	8 184	5 554	4 095	3 141	2 363	1 856	1 350	844	463
21 000	2 803	1 764	1 125	619	218	37 000	8 584	5 854	4 345	3 341	2 529	2 008	1 500	994	563

(1) le revenu imposable est le revenu global diminué des seuls frais professionnels (déductions qui ne s'applique pas aux retraites)

POLITIQUE

En bref

Chirac, un homme lucide

Le premier ministre honoraire de sa présence la célébration du cinquantenaire des patrons chrétiens, jeudi. Il n'a pas été question de religion, pour autant. Chirac a déclaré, avec une grande lucidité : « Plus nous allons, plus les raisons de confrontation demeurent fortes », reconnaissant par là la lutte des classes que son chef Giscard veut abolir. Tous deux partagent cependant une même hypocrisie : « Nous devons avoir pour objectif de substituer des procédures de concertation à l'affrontement », a-t-il poursuivi. A Epinal, le 17 février, c'était la concertation, quand Michel Boye a été assassiné ! La hausse des prix, le chômage partiel, les licenciements, voilà la concertation !

Contre le camp militaire de Fontevraud (Vienne)

Le comité Fontevraud qui lutte contre l'extension du camp militaire organise le dimanche 29 février une action de reboisement de parcelles de terrain menacées d'expulsion. Cette action avait été décidée après le rassemblement de septembre 75, où, devant 5 000 personnes un bulldozer défrichait un terrain menacé d'expropriation.

Aujourd'hui, l'armée se fait plus menaçante : une partie des propriétaires a reçu l'ordonnance d'expropriation. Il est plus que jamais nécessaire de se mobiliser. Dans la situation actuelle, ce reboisement est important pour marquer le soutien aux paysans et les aider dans leur lutte contre l'armée. Rendez-vous le 29 février chez Serge Biraud : le Chatenay Roiffe (sur la route Saumur Loudun vers 10 H)

15 soldats à l'hôpital après une marche

Après une marche d'instruction effectuée par moins 20 degrés dans 40 centimètres de neige à Spire (Allemagne de l'ouest) 15 soldats français ont été hospitalisés et l'un d'eux a été amputé d'un orteil.

Le comité de soldats du 10^e RG dénonce les conditions dans lesquelles la marche a eu lieu : chaussures inadaptées, repas froids, toiles de tente gelées, absence d'ambulances, mais surtout l'acharnement de certains responsables à poursuivre la marche à tout prix.

Vincennes : le P«C»F tente de briser la grève : les travailleurs ripostent

Hier midi alors que les travailleurs du CROUS de Vincennes entamaient leur 4^e jour de grève, le P«C»F a tenté de rentrer en force dans le Restau-U pour briser la grève. Devant la détermination du piquet de grève et la solidarité des étudiants, ces manœuvres ont échoué. Cette action fait suite au tract diffusé le même jour par la CGT (tract non signé) dans lequel elle refuse par avance toute sanction prise à l'encontre du chef-cuisinier raciste.

Malgré les multiples tentatives du P«C»F pour diviser les travailleurs et briser la juste lutte des travailleurs immigrés contre le racisme, ces derniers ont montré une grande détermination dans la poursuite de la lutte.

Hier après-midi à 16 h, une délégation des travailleurs en grève soutenue par les étudiants de Vincennes a exigé d'être reçue par M. Fohr, Directeur du CROUS afin d'obtenir la mutation du chef-cuisinier raciste et de consulter le dossier disciplinaire constitué à la suite de l'enquête administrative. Devant l'impossibilité d'être reçus les travailleurs immigrés du restau-U ont décidé d'occuper les locaux du CROUS jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

MOBILISONS-NOUS CONTRE LES DIVISEURS DE LA CLASSE OUVRIERE !

FRANCAIS-IMMIGRES : TOUS UNIS CONTRE LE RACISME !

CONTINUONS LE BOYCOTT DU RESTAU-U JUSQU'À LA VICTOIRE COMPLETE ET L'EVICION DEFINITIVE DU CHEF-CUISINIER RACISTE !

VERS UN PARTI CENTRISTE UNIQUE?

«La France veut être gouvernée au centre» selon Giscard, mais quand on dirige son regard vers ce «centre», on s'y retrouve difficilement. Les organisations politiques dites centristes sont légion, regroupements, scissions, projets de fédérations se succèdent sans arrêt, certaines formations disparaissent à peine apparues. De cette pagaille, Giscard voudrait qu'émerge un parti centriste regroupant l'ensemble des groupuscules qui puissent s'allier avec les républicains indépendants pour diminuer le poids de l'UDR dans la majorité.

Cette politique connaît bien des avatars, à part dans quelques occasions : élection de Servan-Schreiber à la présidence du Conseil Régional de Lorraine avec le soutien des R.I. contre le candidat de l'UDR, regroupement à Paris dans «Paris-Avenir» des R.I. et des centristes divers pour une liste commune aux prochaines municipales pour disputer la mairie à l'UDR.

Une nouvelle tentative de regroupement se fait jour actuellement, elle concerne le Centre Démocrate et le CDP (Centre Démocratie et Progrès). Le Centre Démocrate qui vient de fêter son dixième anniversaire avait bénéficié à l'origine du soutien public et financier du banquier Rotschild et avait esplané regrouper MRP, indépendants paysans et radicaux socialistes. Ce fut un échec, les indépendants paysans et les radicaux-socialistes reprirent leur indépendance, et Lecanuet se trouva à la tête

d'une formation de notables sans grande influence électorale. En juin 69 pendant la campagne des présidentielles le Centre Démocrate connaît une nouvelle scission, la majorité de ses députés, prend position derrière Duhamel pour Pompidou alors que la direction du Centre Démocrate soutient Poher, les dissidents fondent le CDP. Aujourd'hui, ces formations sont toutes deux dans la majorité giscardienne, la réunification est possible. Elles ont annoncé leur intention de fusionner et de former un nouveau parti : le Centre des démocrates-sociaux. La présidence de ce futur parti échoierait à Lecanuet et le secrétariat à Jacques Barrot (CDP). Le congrès du nouveau parti devrait se tenir en mai.

Lecanuet à la tête d'un parti légèrement plus étoffé, verrait son poids politique accru dans la majorité présidentielle, c'était d'ailleurs à cette fin que Giscard l'avait

nommé ministre d'Etat. Dans la perspective des prochaines élections législatives, les centristes alliés aux R.I. formeraient un contrepoids à l'influence de l'UDR.

R.I. et centristes préfèrent attendre avant de se regrou-

per dans une même organisation comme il en fut en moment question. Ceci pour plusieurs raisons : Des querelles d'influence, les centristes ne veulent pas se faire absorber par les R.I., or c'est ce qui les menace en cas de regroupement prématuré



Lecanuet, Poniatowski, Chirac

avec les giscardiens. De plus, Giscard préfère actuellement conserver un pôle «centre-gauche» démarqué des républicains indépendants pour donner l'illusion que la majorité est un large regroupement politique, et pour laisser à la gauche une possibilité de s'y raccrocher.

Cette petite cuisine électorale qui tient plutôt de l'art d'accommoder les restes, sent le rance, elle est révélatrice de l'incapacité de la bourgeoisie à proposer un projet crédible.

MITTERRAND À ALGER

LES RETOMBÉES INTERIEURES

La visite de Mitterrand à Alger est l'occasion d'une série d'échanges amers entre politiciens de la majorité et du PS. Chânaud, président du parti giscardien, accuse le secrétaire du PS de «cautionner ou reprendre à son compte les critiques adressées à la France sans même avoir pris la peine de s'informer auprès des responsables de son pays». Quant à Neuwirth, porte-parole de l'UDR, il a raillé la visite de Mitterrand, la qualifiant de «figuration dans une pièce montée par d'autres».

Les politiciens de la majorité essaient donc de discréditer Mitterrand en le faisant passer pour un jouet dans les plans de l'Algérie. Il ne s'agit pas pour l'UDR et les RI simplement de ruiner le crédit politique qu'espère tirer le PS de ce voyage. Il s'agit de marquer combien cette visite gêne la majorité giscardienne : celle-ci en effet ne veut pas d'un gêneur, au moment où elle exerce des pressions politiques et économiques sur l'Algérie, au moment où, malgré les promesses de Giscard dans son récent voyage, les attentats racistes impunis se multiplient.

A cela, le PS, de peur de passer pour un figurant qui soutient la politique d'un Etat étranger, s'empresse par les voix de Mitterrand et Estier de clamer qu'il «entend défendre les intérêts de la France et des Français». Mitter-

rand poursuit à Alger le perfectionnement de sa stature d'homme d'Etat influent. Il visite en Algérie un pays qui joue un rôle important dans le mouvement du Tiers Monde, après avoir visité les deux capitales des deux superpuissances. Celui qui lors de la sale guerre coloniale, fut surnommé «Mitterrand l'Africain», et qui déclarait «la seule négociation c'est la guerre», est forcé aujourd'hui de reconnaître le rôle de l'Algérie indépendante.

On voit bien le but poursuivi par le PS dans ce voyage, même s'il apporte un soutien inattendu à l'Algérie. L'un des traits importants de la politique préconisée par l'union de la gauche est en effet le renforcement des liens avec le Tiers Monde, de manière à trouver pour l'impérialisme français de nouveaux marchés, à opérer un meilleur redéploiement que

celui mis en œuvre par Giscard. Quand le secrétaire du PS parle donc de «défendre les intérêts de la France», on sait fort bien qu'il défend une

forme de néo colonialisme, après avoir échoué dans sa politique de violence coloniale.

Paul LEFORT

MARCHAIS EN VEDETTE À EUROPE 1

Les révisionnistes du PCF font grand bruit sur leur prétendue éviction des organes de diffusion bourgeois. Sans y avoir l'influence des autres partis bourgeois, et en particulier de la majorité présidentielle, ils auraient tort de se plaindre, car ils y sont souvent présents. Hier c'est Marchais qui inaugurerait la nouvelle formule d'Europe 1 «La journée d'un leader politique». De 6 H 30 jusqu'au soir il a eu la possibilité d'intervenir sur tous les sujets, des plus graves aux plus futiles.

Interrogé par Denise Fabre, Marchais a parlé de son plat préféré, de ses chemises... conclusion de Denise Fabre vous êtes très seulisant. Bref, pour Marchais c'est une bonne opération publicitaire du type du lancement d'une marque de lessive.

Avec ça, son indice de vitalité remonter à la bourse des valeurs politiques bourgeoises.

Marchais a aussi parlé de politique, avec cet air de faux dur qu'on lui connaît. En réponse à Dominati, il a réaffirmé que sa renonciation à la dictature du prolétariat datait seulement du 22^e Congrès mais qu'elle était définitive.

Il a également profité de son passage à l'antenne pour lancer un défi à Chirac : un débat contradictoire sur Europe 1 sur le sujet et au moment qu'il choisira. Marchais connaît l'importance de la radio comme moyen de propagande, envieux du bal-balle fait autour du duel Mitterrand-Fourcade, il tente de se créer une occasion de cette importance. Dira-t-il en catastrophe le PCF est exclu des conférences ?

LUTTES OUVRIERES

Bretoncelles : contre la répression



Mardi matin 24 février, les travailleurs se présentaient une nouvelle fois à l'embauche et rentraient dans l'usine malgré l'opposition du patron, décidés à reprendre l'offensive. Ils retrouvaient à l'intérieur les 5 travailleurs déjà réembauchés. Ils se sont aussitôt mis au travail : révision et entretien des machines, nettoyage, début de fabrication d'une médaille de soutien. Précisons que le matériel n'a pas été entretenu depuis plus de 14 mois - mis à part pendant les occupations ! - et qu'une vérification générale s'impose donc d'urgence : des ouvriers travaillent déjà sur des machines vétustes qui n'ont pas été contrôlées : belle conception de la sécurité au travail !

Il apparaît de plus en plus évident que l'entreprise (qui reprend la même production que Piron) ne peut pas se passer d'ouvriers professionnels. Son refus d'embauche n'est donc qu'un prétexte dont le but véritable est d'éliminer la section syndicale et les travailleurs qui ont lutté pendant plus de 14 mois.

La répression ne s'arrête d'ailleurs pas là : mardi soir, les travailleurs entrés le matin dans l'usine recevaient une convocation en référé devant le tribunal d'Alençon pour mercredi dernier. Les pouvoirs publics cherchaient ainsi à intimider les travailleurs en lutte.

Une manifestation réclamant :
- l'emploi pour tous les ex-Piron
- non à la répression syndicale
Aura lieu samedi après-midi, 28 février, à Mortagne.

HALTE A LA REPRESSION
BRETONCELLES : REEMPLOI POUR TOUS

correspondant Bretoncelles

Grèves en prévision dans le secteur «public» et nationalisé

Face à la mascarade des «accords salariaux» qui durent depuis plusieurs semaines la colère monte chez les cheminots. Cette juste révolte, le syndicat autonome des rouliers tente de la récupérer, par une grève catégorielle, en déposant un préavis de grève du 3 mars au 6 mars. Alors pourquoi voit-on les syndicats CGT et CFDT s'associer à un tel mouvement à Marseille le 28 février alors que face à la révolte de l'ensemble des cheminots c'est bien la lutte de l'ensemble des cheminots qui est nécessaire ? Une fois de plus il faut constater le rôle de division que joue la FGAAC et ses conséquences.

Quant à EGF, suite aux grèves isolées de la semaine écoulée, il s'amorce pour les jours à venir un mouvement plus large et plus important qui pourrait même s'étendre à l'ensemble du secteur public et nationalisé : verra-t-il le jour dans les conditions souhaitées par les travailleurs ?

Ouvriers paysans contre un cumulard

Mercredi 25 février, les paysans du comité de défense Nectalin-Nectavite, soutenus par les paysans-travailleurs, ont manifesté à Rémalard devant les Ets Verrier. Ils étaient une centaine venus de tout l'ouest de la France demander des comptes à Verrier et discuter avec les ouvriers de l'entreprise de leurs conditions de travail respectives. En effet, Verrier a eu l'audace de prétendre que si la poudre de lait était mauvaise, c'était peut-être de la faute de ses ouvriers !

Devant les portes de l'usine qui était complètement barricadée, plusieurs interventions ont eu lieu, expliquant comment la poudre de lait avait poussé des gens au chômage, exigeant que Verrier paye ses dettes sans toucher à l'usine (il a menacé ses employés de chômage s'il devait indemniser les paysans). Verrier est non seulement un industriel qui exploite ses ouvriers mais il possède aussi de nombreuses fermes et un cheptel important. Un paysan a aussi expliqué comment le système capitaliste ruine les petits paysans et les pousse à quitter leur ferme et que leur intérêt était dans la lutte contre ce système pourri !

- OUVRIERS-PAYSANS UNIS !
- VERRIER CUMULARD ! VERRIER EXPLOITEUR !

Correspondant Mortagne

Conseil restreint sur les accidents du travail

UN PROJET DANGEREUX

Hier s'est tenu à l'Élysée un conseil des ministres restreint pour étudier le dossier «Sécurité du travail». Cette prochaine réforme de la législation doit s'inscrire dans le cadre de «la politique de sécurité pour tous les Français» que le gouvernement souhaite mettre en place !

POURQUOI CET INTÉRÊT POUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ?

Par delà le souci que le gouvernement peut avoir de la sécurité au travail, ce qui l'inquiète davantage, c'est bien les réactions que les accidents du travail suscitent de plus en plus chez les travailleurs : grève à Usinor Dunkerque en 74, mobilisations des mineurs et des travailleurs contre le capitalisme qui tue au Tribunal Populaire de Liévin, mais aussi cette semaine débrayages au Budev après la mort de 2 ouvriers due à des chutes mortelles ou grève à Tucquehieux (Meurthe et Moselle) où 2 mineurs ont été ensevelis...

Souvent ces luttes sont soutenues par des magistrats qui n'hésitent plus à inculper et envoyer en prison les patrons jugés responsables. Ces actions, ne sont pas non plus étrangères au brusque intérêt du gouvernement, il suffit de voir le nombre de déclarations à ce sujet faites par Lecanuet, Chirac, la bourgeoisie !

L'autre élément, tout aussi important, qui pousse le gouvernement à se pencher sur le problème des accidents du travail c'est bien les 30 millions d'heures de travail perdues et les 30 milliards de francs que «coûtent» les ac-

cident. A un moment où l'industrie française se restructure pour être plus compétitive, payer des accidents du travail c'est du gaspillage ! Le point de vue est d'ailleurs partagé par les révisionnistes du PCF. La suite va falloir rentabiliser.



LES MESURES ET CE QU'ELLES CACHENT

Trois axes de recherche ont été définis :

- amélioration de la prévention
- revalorisation des indemnités
- diversification des sanctions encourues par les responsables.

En ce qui concerne la prévention des accidents du travail, un rôle accru va être donné aux inspecteurs du travail chargés de faire res-

pecter la législation dans ce qu'elle a de technique. Mais est-ce que cette augmentation des pouvoirs va aller de pair avec la suppression de la circulaire Cabanes qui interdisait aux inspecteurs du travail et aux CHS de transmettre leurs dossiers aux magistrats en cas d'accident ?

Certes, cela on ne nous le dit pas. C'est bien les manquements flagrants à la législation du travail qui ont permis l'inculpation et l'incarcération de patrons. (Cepen-

dant, c'est avant tout un problème de conditions de travail : de cadences et intensification du travail, de travail posté, de salaire au rendement, de temps de travail allongé par des temps de transport. La sécurité, c'est le problème de la fatigue des travailleurs. Pour Chirac, il est plus facile et plus satisfaisant de dire qu'un travailleur qui ne respecte pas la législation du travail doit être licencié !

Dans ce nouveau contexte, le problème de la responsabilité du patron ou de l'entreprise ne se pose plus, il est éliminé en faisant retomber la faute sur le travailleur.

C'est bien ce qu'avaient vu les mineurs de Liévin au lendemain de l'inculpation de Coquidé par le conseiller Paul. Au-delà du recul limité de la bourgeoisie qui inculpaient le chef de siège ils avaient compris dans l'insistance que l'on mettait à parler d'inculpation en dessous de Coquidé qu'à partir de maintenant, ce seraient des ouvriers qui seraient responsables.

Le projet de nouvelle législation du travail que prépare le gouvernement est dangereux. Il vise à faire disparaître tout ce qui a été acquis par les travailleurs dans leur lutte contre les accidents du travail, en particulier les inculpations et condamnations de patrons. C'est sur la base de ces victoires qu'il faut continuer à se battre pour que les véritables responsables soient condamnés, pour imposer la vérité sur ces crimes du capital.

A la Samaritaine :

LES INTOXICATIONS CONTINUENT

Jeudi, les pompiers sont revenus à la Samaritaine. Ça recommence ! Mais pas dans les mêmes conditions...

Dans le local de réception aux sous-sols, il y a des filles qui travaillent dans un bureau au fond. On sentait toujours cette odeur d'œufs pourris, donc l'émanation de gaz continue. Il y a eu un malaise en fin de matinée vers 12 h 30. La fille fait une crise de tétanie. Elle n'avait jamais eu ça et elle est sous perfusion actuellement. Une autre a eu un malaise, moins grave toutefois. Un gars a également ressenti un léger malaise. Tout cela s'est produit dans le même local et pratiquement en même temps.

Les pompiers ont fait des prélèvements, notamment du puits et effectivement ils ont relevé qu'il y avait encore des gaz toxiques et qu'ils risquaient de remonter. Aussitôt, nous avons exigé l'évacuation de ce local, ce qui a été fait. Toute la réception est fermée. Nous avons eu des difficultés, la direction osant nous dire qu'il y aurait «une perte de chiffre d'affaire !». Maintenant, cette odeur d'œufs pourris se

répand dans tout le sous-sol. Ce ne sont pas des lieux de ventes mais des lieux de réserves, de manipulation de marchandises, où il y a beaucoup de personnes qui travaillent (200 ou 300 environ). En conséquence, nous demandons l'évacuation de ces personnes et la fermeture de ces sous-sols. Actuellement, il n'y a que le local de réception qui est fermé, les gens sont rentrés chez eux.

En attendant, une fille est en réanimation, sous perfusion... C'est grave !

Le syndicat Parisien du Commerce (CFDT) a décidé de constituer une commission d'enquête et de se porter partie civile.

Correspondance CFDT Samaritaine

Le Comité de Liaison Santé-Travail (CLISACT, c/o Dr BECCHIO, 56, rue des Guippons - 94-VILLEJUIF) soutien la constitution d'une Commission d'Enquête pour faire la lumière sur les morts et les intoxications de la SAMARITAINE, et appelle à y participer, à en populariser l'initiative !

Accident du travail à Berliet

Alors que sur une chaîne il peignait des cabines de camions et qu'il reculait au fur et à mesure que celles-ci avançaient, un ouvrier est tombé dans la fosse en bout de chaîne, la grille étant restée ouverte !

L'ouvrier s'est cassé la colonne vertébrale. Voilà la vraie «insécurité» en France : Berliet qui mutile et Ponia qui réprime !

Corresp. Berliet

Solidarité avec les travailleurs de la Saviem (Blainville) :

Le 25 février, des camarades du PCR sont venus à la porte de l'usine pour soutenir les travailleurs du traitement thermique qui sont en grève illimitée depuis trois semaines. Une distribution d'œufs et de pommes de terre a eu lieu. Devant cette solidarité, les gars aussi bien du traitement thermique que la gamme-basse, tous les non-grévistes ont beaucoup discuté de cette action. Et par exemple, à la SMN, de nombreux travailleurs ont dit que pendant leur mouvement aux laminaires, la voie que prenait les travailleurs du traitement thermique était celle qu'il fallait suivre. Donc la solidarité a été payante et l'idée de l'unité populaire commence à mûrir chez les travailleurs.

Suite à ça, samedi 29 à 15 H est organisé un meeting débat : 4 H de solidarité aux travailleurs de Saviem :

- avec des grévistes de Saviem
- avec des paysans qui viendront distribuer leurs produits aux grévistes
- avec l'orchestre «Octobre» (collecte pour les grévistes)

Correspondant Saviem

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

LES FOYERS SONACOTRA EN LUTTE

UNITE POPULAIRE AUTOUR DES FOYERS

Au cours du meeting à la mutualité, on a pu mesurer les acquis de la lutte : unité grandissante entre différentes nationalités, grève des loyers partant du principe que les loyers non payés ne sont pas dus (pas de retard), existence du comité de coordination, instance dirigeante de la lutte.

Mais s'il faut encore renforcer cette unité des travailleurs dans les foyers, un point s'est dégagé du meeting, l'isolement dans lequel se trouve encore cette lutte, et donc la nécessité de briser l'isolement.

Un certain nombre de tentatives ont été faites pour essayer de briser cet isolement : à Saint-Denis, au foyer Romain-Rolland, où en décembre les résidents avaient popularisé leur lutte dans la cité voisine : tracts, appel à un meeting. Mais peu de travailleurs sont venus. De même au meeting de la Mutualité, malgré un appel à la solidarité des travailleurs français, seul, un petit nombre de ces derniers s'était déplacé.

Pourquoi ne s'étaient-ils pas déplacés ? Est-ce qu'aujourd'hui les travailleurs français ne sont pas, eux aussi, touchés par la dégradation de leurs conditions de vie ? Ne sont-ils pas intéressés à l'unité avec les travailleurs immigrés ? La bourgeoisie ne veut-elle pas faire payer la crise à toute la classe ouvrière ?

L'UNITÉ, C'EST POSSIBLE

Face à ces questions, on se rend compte qu'il est possible de faire l'unité populaire autour des foyers Sonacotra en lutte :

- sur la question du logement, car les hausses du loyer, des charges, les saisies, les expulsions sont la vie quotidienne des travailleurs, et l'aspiration à un «logement confortable, libre et pas cher» est une revendication de tous les travailleurs.

- sur la question des droits politiques que les travailleurs immigrés demandent avec raison : le droit de réunion, la liberté d'expression sont interdits également dans les FJT... et les libertés démocratiques : libertés syndicales, droit d'association sont de plus en plus rognés par la bourgeoisie pour la masse des travailleurs.



Les conditions pour réaliser cette unité existent. Or celle-ci est non seulement possible mais nécessaire.

La bourgeoisie aujourd'hui ne veut pas céder : en témoigne son attitude intransigeante dans les dernières grèves, ou lors des dernières négociations avec la Sonacotra. En effet, céder voudrait dire pour elle devoir renoncer au chantage au

chômage, au chantage à la crise, et apparaître pour ce qu'elle est : incapable de répondre aux besoins des travailleurs.

LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT

Être isolés, c'est se résigner alors à ne pouvoir gagner. Il faut donc unir nos luttes, et cette unité populaire des travailleurs français, immigrés, ménagères, jeunes... est nécessaire pour construire le mouvement d'ensemble qui sortira les luttes de leur isolement et les fera triompher.

D'autant plus que, volant au secours de la bourgeoisie,

affiches et des tracts... C'est organiser des «journées portes-ouvertes» dans les foyers, où les travailleurs pourront échanger des idées sur leurs luttes, voir en quoi leurs conditions de vie, leurs problèmes se rejoignent, voir aussi comment les travailleurs dans les HLM peuvent profiter des acquis des foyers Sonacotra par rapport à la grève des loyers (comité de coordination...). Faire des meetings dans les quartiers sur les problèmes du logement, après avoir fait du porte-à-porte dans les cités.

Seulement ainsi, peut se tisser un véritable réseau de soutien populaire, soutien

le grand P«C»F profite de cet isolement pour casser toutes les luttes qu'il ne peut contrôler et utiliser à ses fins électorales, pour son projet politique.

Concrètement, construire cette unité populaire autour des foyers, c'est populariser la grève en faisant savoir que le foyer est en lutte par une banderole comme au foyer de Bagnolet et par des

actif où les travailleurs concernés, comprendront l'importance de la lutte des foyers et le retentissement d'un éventuel échec.

Il faut s'opposer de la façon la plus ferme à toutes les tentatives de la bourgeoisie de casser cette grève (coupure de gaz et d'électricité, intervention des CRS...)

LES MANOEUVRES DU PCF

Depuis le début de la grève, par des manœuvres variées, le P«C»F, principalement par l'intermédiaire de ses militants dans la CGT, n'a pas arrêté de vouloir casser cette lutte. Cela a été particulièrement flagrant en décembre, lorsqu'il a voulu imposer la reprise sur la base d'un protocole d'accord préparé par la CGT, protocole qui négligeait les revendications essentielles des résidents. Sa manœuvre a été vouée à l'échec et seul un foyer a repris, foyer que le P«C»F contrôlait par le biais de délégués, membres de ce

parti (et que sans vergogne d'ailleurs, le P«C»F a largement exhibé au cours de son XXII^e Congrès : on a les militants que l'on peut !).

Alors qu'il observait le silence le plus total sur cette lutte (pour lui, la grève était terminée alors qu'il y avait 47 foyers en lutte), le P«C»F récidivait dans ses attaques contre le comité de coordination par un article calomnieux et injurieux dans l'«Humanité» du jour précédant le meeting (cf. QdP de lundi).

«C'EST PERDU D'AVANCE»

Mais, plus grave, alors que devant la menace de coupure de gaz et d'électricité, les résidents ont décidé que chaque foyer, là où il se trouve, s'adresse à la mairie pour voir comment riposter à une éventuelle coupure, certains maires révisionnistes n'ont pas hésité à venir en aide à la direction de la Sonacotra : ainsi à Pierrefites, où les délégués se sont fait tenir un discours démobilisateur par le maire du P«C»F : «Vous allez à la catastrophe, c'est perdu d'avance... mais je peux arranger ça : je vais téléphoner à Mangin (président de la Sonacotra chargé des négociations avec les grévistes) pour que vous signiez le protocole».

Voilà un parti qui prétend défendre les travailleurs, et qui ne cherche qu'à les diviser, à se mettre en travers de leurs luttes. Nous devons dénoncer et combattre ces faux communistes qui se sont déjà opposés plusieurs fois à cette grève, et com-

prendre que leur nature profonde, ce n'est pas défendre les travailleurs mais aboutir à une société, où, eux, nouveaux bourgeois, auraient le pouvoir et pourraient, à leur manière, nous exploiter.

La direction confédérale CFDT n'est pas en reste sur les dirigeants révisionnistes de la CGT, elle a refusé un soutien actif au meeting, sous prétexte «que les travailleurs immigrés ne peuvent gagner de façon autonome, qu'elle n'est pas une prestation de services et qu'elle serait la seule organisation de masse par rapport aux organisations révolutionnaires». Voilà une singulière façon de concevoir la solidarité de classe !

Les travailleurs doivent demander des comptes à leurs directions syndicales par rapport à cette attitude inadmissible des révisionnistes et des réformistes, face à cette lutte importante que mènent nos frères immigrés.

POUR RENFORCER LA LUTTE AUTOUR DES FOYERS

Où en est l'unité dans les foyers ?

Les résidents ont à répondre journellement aux tentatives de division perpétuées par les gérants SONACOTRA qui s'appuient sur les divisions naturelles dans les foyers : divisions entre nationalités, entre travailleurs actifs et chômeurs, entre résidents volontaires et travailleurs en déplacement.

DIVISIONS ENTRE NATIONALITES

Les gérants font courir des bruits comme quoi la grève ne concernerait que les résidents arabes, que les Portugais, les Français n'y ont aucun intérêt. Si des travailleurs ne rentrent pas dans ce schéma, les pressions pleuvent (téléphone à leur patron) allant jusqu'aux pressions physiques (cassage de queue).

D'autre part, ils essaient d'opposer travailleurs marocains et algériens en s'appuyant sur l'actualité (Sahara Occidental...).

DIVISION ENTRE CHÔMEURS ET ACTIFS

Là aussi les gérants répandent le bruit que la grève est menée par des «non travailleurs» (étudiants, chômeurs, travailleurs en arrêt maladie...). «Quand on travaille, on n'a pas le temps de se rendre aux réunions et de faire de la politique...», là aussi des pressions sont faites pour accréditer ces calomnies, telle lettre envoyée aux parents d'un étudiant étranger les informant que leur fils ne paie plus et qu'il risque l'expulsion. Bien sûr, les parents paient et le gérant s'empresse d'annoncer que ce «meneur» a en fait payé sa chambre depuis 3 mois.

DIVISION ENTRE RESIDENTS VOLONTAIRES ET TRAVAILLEURS EN DEPLACEMENT

Certains travailleurs ont leurs chambres payées directement par leur patron, de ce fait, ils se sentent moins concernés par la grève. Les gérants réservent donc les chambres libres pour cette sorte de travailleurs et refusent l'attribution des chambres aux résidents partis en vacances et de retour au foyer. Ces derniers sont hébergés par leurs camarades et ainsi vivent à plusieurs par chambre alors qu'il reste plein de chambres libres.

S'ajoutent à cela les pressions exercées sur les résidents effectuant le renouvellement de leurs papiers. En effet la préfecture exige qu'ils soient à jour de paiement avec la SONACOTRA avant de délivrer ces papiers (cartes de séjour...).

Jusqu'à présent, la forme d'organisation que se sont donnés les travailleurs (comité de coordination, comités de résidents, délégués par étage, par cuisine...) a permis généralement de faire face à ces tentatives de division.

Cependant on voit apparaître un danger : les délégués devant faire face au jour le jour, répondre aux provocations, et maintenir l'unité, progressent de ce fait plus rapidement dans leur prise de conscience et le danger c'est que les explications sont souvent insuffisamment données à l'ensemble des résidents. Ainsi l'écart risque de se creuser entre les délégués et l'ensemble des résidents. De plus, cela fait qu'une répression sélective pourrait s'exercer envers les délégués et risquer de casser la grève. A cela, une seule réponse : la démocratie dans la grève, c'est à dire la multiplication des assemblées générales où l'on doit débattre de tous les problèmes afin que chacun participe effectivement et soit capable de prendre au pied



DOCUMENT

Armement :

Joëlle FECLAZ

LES CONTRE-VERITES DE MONSIEUR BREJNEV

Aujourd'hui, entre l'URSS et les USA, la rivalité a fait place à la collaboration. Pour satisfaire les besoins d'une économie devenue désormais capitaliste par les directives conjuguées de Khrouchchev et de Brejnev, les soviétiques ont besoin de marchés pour écouler leurs marchandises, exporter leurs capitaux. Ils ont en face d'eux, un impérialisme américain considérablement affaibli par la défaite cinglante que lui ont infligée les peuples d'Indochine. Ils pensent que

le moment est venu de prendre sa place, et comme tout nouveau venu dévoré par l'ambition, ils ont les dents longues.

Ils interviennent directement en Asie et en Afrique. 1969, agression de la Chine qui leur inflige une bonne râclée. Décembre 71, soutien actif au gouvernement indien contre le Pakistan qui est démembré. 1975, en Angola, fourniture d'un potentiel militaire considérable (jamais accordé au moment de la lutte contre le colonialisme portugais) à un

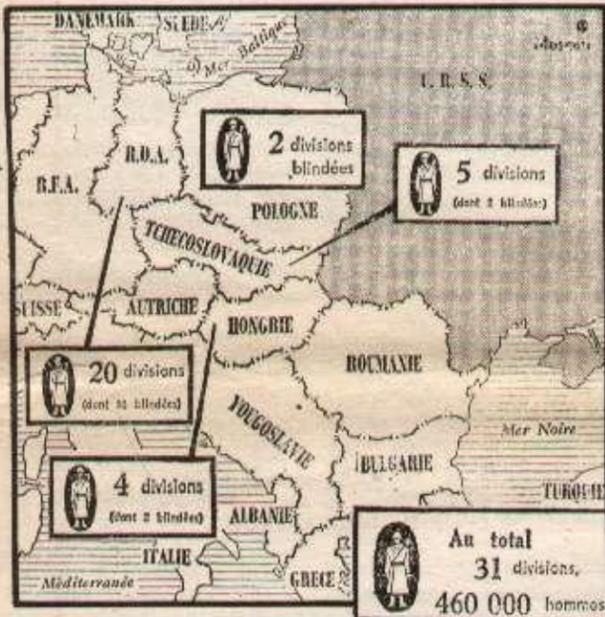
seul des trois mouvements de libération, le MPLA, et envoi de mercenaires cubains.

Ils prennent l'offensive en Europe occidentale sous couvert de «sécurité européenne» et de «coopération économique pan-européenne» pour tenter de diviser, de désagréger, de couper les pays occidentaux des États Unis et ils y déploient des forces armées sans précédent.

En URSS même, toute l'économie est orientée vers la guerre : 60 % des entreprises travaillent pour des objectifs militaires, et ces entreprises, loin de rencontrer des difficultés, remportent, elles, des records de productivité. Les écoles, les Universités, les organisations de Komsomol et de pionniers sont transformées en outil d'éducation militariste, des centres d'entraînement sont créés partout où il y a plus de 15 jeunes de 16 ans.

"PAS DE MENACES"

«En réalité, l'URSS ne sonne, ni à l'Ouest, ni à menace naturellement per- l'Est».



A l'Ouest, en Europe :

- L'URSS a disposé face à l'Europe la moitié de son armée de l'air qui s'élève à 400 000 hommes et 5 350 avions de combat.

- L'URSS a massé aux frontières de l'Europe centrale et orientale, outre ses 31 divisions et ses 460 000 hommes, 9 025 chars.

- L'URSS a placé ses flottes le long des côtes européennes :

- la flotte du Nord : 160 sous-marins, 56 grands bâtiments,
- la flotte de la Baltique : 30 sous-marins, 50 grands bâtiments,
- (Ces flottes sont reliées par un canal de 320 km entre la Baltique et la Mer Blanche, ce qui évite de contourner la Scandinavie et la portée des radars de l'OTAN),
- la flotte Méditerranée-Mer noire : 20 sous-marins, 60 grands bâtiments.

Elle a concentré en Europe 3/5 de ses forces terrestres, 3/4 de ses forces aériennes, 3/4 de ses missiles de portée moyenne, 3/4 de ses navires de guerre, la moitié de ses sous-marins.

Et pour ne citer qu'un exemple : en 10 jours et 10 nuits, l'URSS peut déployer 12 à 14 divisions sur la partie

Nord de la Norvège et de la Suède. En 10 jours et 10 nuits, elle peut déployer 3 divisions de parachutistes dans le Sud de la Suède.

A l'Est,

- Elle a massé 45 divisions aux frontières de la Chine dont deux en Mongolie.

- Elle a disposé le quart de son armée de l'air face à la Chine.

- Elle a installé sa «Flotte du Pacifique-Océan Indien» soit 100 sous-marins, 55 grands bâtiments.

Ses espions sont présents dans tous les pays du monde.

- 50 % du personnel diplomatique,
- un nombre incalculable d'espions déguisés en touristes, marins, délégués à des conférences internationales... et «experts» pour l'aide aux pays du Tiers Monde.
- Une base d'espionnage à Hong-Kong.
- Des bateaux d'espionnage maquillés : 200 chalutiers de 350 tonnes chacun, baptisés «bateaux d'études océanographiques» et 19 000 bateaux de pêche en 1973.
- 75 satellites-espions à usage militaire en 1973.

Armes nucléaires

«Nous avons proposé de nous entendre sur l'interdiction de créer de nouveaux systèmes d'armement encore plus destructifs... Malheureusement la partie américaine n'a pas accepté ces propositions. Elles restent cependant valables».

«Nous proposons maintenant de conclure un traité mondial sur le non recours à la force dans les relations internationales... Les signataires de ce traité s'engageraient à renoncer à utiliser

tout type d'armes, y compris nucléaire, pour régler leurs litiges».

Tartufferie ! En 1963, traité de Moscou sur l'arrêt partiel des essais nucléaires : les missiles intercontinentaux soviétiques passent de 100 en 1963 à 1 500 en 1973 ; les missiles sous-marins se multiplient par cinq. 1968, traité sur la non prolifération des armes nucléaires : l'URSS, à cette date, dispose de 7

PLUS ELLES SONT LIMITEES PLUS IL Y EN A

sous-marins avec missiles à rayon d'action court et de type ancien. Quatre ans après, elle en a 38, dotés de puissantes fusées nucléaires.

Quant aux pourparlers soviéto-américains sur la limitation des armements stratégiques (SALT), ils sont eux aussi des chiffons de papier. L'URSS a violé le premier accord de décembre 74. Elle transforme des missiles anti-avions en missiles anti-missiles. Elle camoufle certains

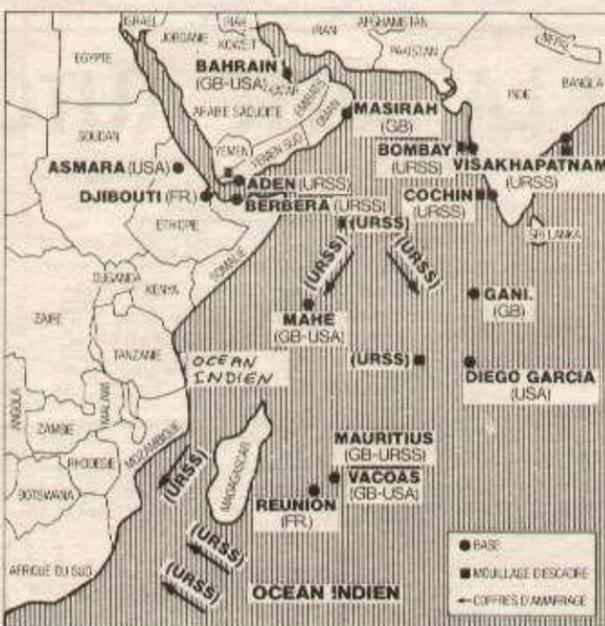
sous-marins et navires d'attaque en construction, et bien évidemment, elle accuse les États Unis de ne pas tenir ses engagements (ce qui est aussi vrai). Pendant ce temps, la modernisation de l'armement se poursuit : l'un met au point le nouveau missile Cruise, les soviétiques le nouveau bombardier Backfire. Chacun veut comptabiliser l'engin de l'autre parmi les armements stratégiques, donc «limités» par les accords et continuer à fabriquer le sien en toute tranquillité.

TOUJOURS PLUS DE BASES DANS LE MONDE

«Notre Parti apporte et continuera d'apporter son soutien aux peuples en lutte pour leur liberté. Ce faisant, l'Union Soviétique ne recherche aucun avantage, ne fait pas la chasse aux concessions, ne cherche pas à imposer sa domination politique ni à obtenir des bases militaires. Nous agissons se-

lon notre conscience révolutionnaire, selon nos convictions communistes».

«L'URSS, quant à elle, n'a pas l'intention de construire des bases militaires dans l'Océan Indien, et nous appelons les États Unis d'Amérique à adopter une position unique».



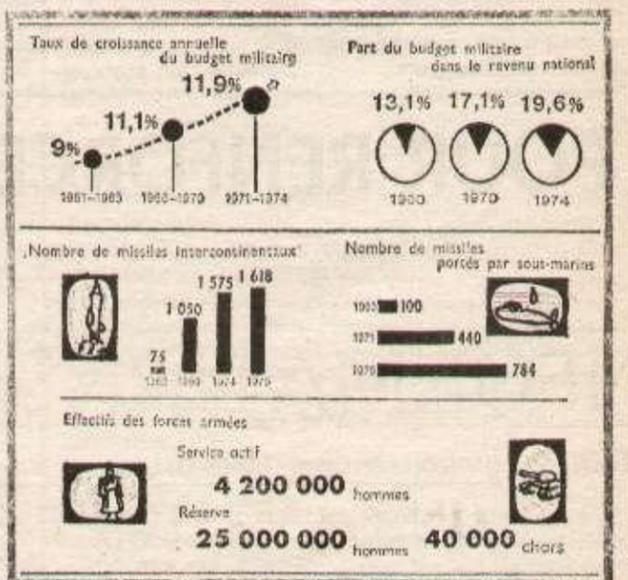
Les dirigeants soviétiques essaient en vain de nier la présence de leur base à Berbera en Somalie. S'ils ne nient pas leur présence, ils prétendent qu'ils ont simplement «aidé» à la construction du port de Berbera et qu'ils y débarquent actuellement des chargements destinés à l'équipement industriel du pays. Ce n'est pas leur premier mensonge. C'est aussi sous

un prétexte d'aide, celui du déminage après la guerre indo-pakistanaise, qu'ils avaient obtenu la base de Chittagong, en Inde, à deux pas de la Chine. Cette base de Berbera, face à celle d'Aden, leur permet le contrôle de la route du pétrole. Elle est par ailleurs un excellent point d'appui militaire pour leurs visées de domination sur l'Afrique,

BUDGET MILITAIRE: QUADRUPLE EN DIX ANS

«L'URSS n'a pas besoin de la guerre. L'URSS n'augmente pas son budget militaire, ne réduit pas, mais

accroît sans discontinuer les crédits affectés à l'élévation du niveau de vie du peuple».



- Les dépenses militaires actuelles de l'URSS dépassent non seulement celles des USA aujourd'hui, mais celles des USA pendant ses guerres d'agression en Corée et au Vietnam.
- Le revenu national de l'URSS est inférieur de 44 % à celui des USA. Par contre, ses dépenses militaires sont supérieures de 20 % à celles des USA.
- Le bluff de Brejnev n'est pas nouveau : en 1958, en 1962, en 1964 et en 1973, l'URSS a proposé à l'ONU

une réduction des budgets militaires.

- En 1958, elle propose une réduction de 10 % : son budget militaire, lui, augmente de 23 % entre 1958 et 1961.
- De 1965 à 1973, il double par rapport à la période de domination de Khrouchchev (1953/1964).
- En 1973 : le budget militaire soviétique est 30 % plus élevé qu'en 1944 (or, l'URSS était alors engagée dans la seconde guerre mondiale).

PORTUGAL

Un officier révolutionnaire nous déclare :

"LES 9 SONT EN CE MOMENT ASSEZ ISOLÉS"

On parle beaucoup de la montée de la droite dans l'armée, peux-tu nous expliquer la situation actuelle ?

-Pour bien comprendre la situation, il faut remonter aux origines du MFA et du mouvement des capitaines. Le mouvement des capitaines s'est créé au départ contre l'état-major de l'armée qui était à Lisbonne alors que les officiers se battaient en Afrique.

Le mouvement, pour la grande majorité, était sur des bases corporatistes, mais il s'est lié avec les spinolistes qui avaient, eux, un projet politique lié (...) à la grande bourgeoisie portugaise.

Sous le fascisme, ce sont les militaires de l'état-major qui traitaient avec les compagnies multi-nationales. Chez les militaires il est difficile de savoir où commence l'éthique politique et l'éthique militaire : nous avons combattu tous ensemble pendant des années. C'est un peu pour cela que le 11 mars de Spinola a échoué ; j'ai de très bons copains qui sont aviateurs et qui pilotaient les avions qui ont survolé le Ralis ; ils savaient parfaitement que pour neutraliser le Ralis, il fallait des bombes, or ils m'ont dit : « On n'allait quand même pas tuer des militaires portugais ».

C'est cet état d'esprit qui a fait que dans la «révolution» portugaise, il y a eu peu de morts. Donc ces officiers dans leur grande majorité peu politisés, à partir des mois de juillet et août 75, ont pris peur devant les revendications des soldats qui remettaient en cause leur commandement, et c'est pour ça que la plupart étaient d'accord avec les documents des neuf, même si ouvertement ils n'osaient pas le dire. Ce sont ces mêmes officiers qui ont soutenu la droite et Melo Antunes lors de l'assemblée de Tancos qui a éliminé Vasco Gonçalves ; ce sont toujours ces mêmes officiers qui ont soutenu l'offensive de droite le 25 novembre. Cette masse d'officiers, comme elle était opposée «au désordre et à l'anarchie des régiments progressistes» est actuellement opposée au fascisme. Ce qu'ils veulent, c'est une armée disciplinée, avec un commandement militaire sûr,

en fin de compte une vraie armée bourgeoise. Le chef de l'état-major, Ramalho Eanes représente bien ces officiers qu'on peut qualifier de «libéraux».

Ce qu'on appelle la droite militaire, la vraie, est composée par les officiers spinolistes qui reviennent en force dans les régiments et même dans l'état-major, par exemple Firmino Miguel, ancien ministre de la défense de Spinola, et actuellement adjoint de Eanes, ou le nouveau responsable de la commis-

l'entrée massive de mercenaires, 400 à 500 dans les commandos, 200 dans l'ancien régiment de Police militaire.

On parle toujours beaucoup de coup d'Etat à Lisbonne, est-ce que en ce moment, un tel coup d'Etat est possible ?

Cette droite militaire (...) est pour l'instant encore faible militairement excepté dans la région nord où le commandant Pires Veioso est proche du MDLP (Mouvement Démocratique pour la Libération du Portugal). La droite ne dispose pas de poste de commandement important, ces postes sont pour la plupart entre les mains de militaires du groupe des neuf (Vasco Lourenço a la région militaire de Lisbonne, Charais à la région

masse des officiers libéraux mais ils détiennent un atout important, le commandement. Pour tenter de briser cet isolement et empêcher la montée de la droite, ils préfèrent regarder sur la gauche. C'est pour cela que des contacts ont lieu en ce moment entre les neuf, les officiers gonalvistes (proches du PCP) et les officiers de la gauche révolutionnaire qui ont derrière eux le soutien du mouvement populaire et dont les neuf ont besoin. Le problème qui est le plus discuté en ce moment, c'est celui du choix d'un président de la république.

Pour s'opposer à la droite, il est nécessaire à la gauche révolutionnaire d'être efficace et de permettre l'élection d'un président qui soit au moins un démocrate.



Les fruits de la victoire remportée contre le peuple : Mario Soares a signé hier, soir le nouveau «pacte» entre les partis bourgeois et l'armée.

sion de restructuration de l'armée qui est un militaire récemment libéré de prison pour sa participation au coup du 11 mars. Parmi ces officiers, quelques uns auraient aimé aller plus loin le 25 novembre mais pour leur grande majorité ils préfèrent reprendre lentement le contrôle de l'armée. Tant que le projet des neuf et celui de Eanes correspondaient avec les leurs, ils les ont soutenus mais depuis le 25 novembre, ils s'opposent à Melo Antunes et ont soutenu et même pris en main la restructuration de l'armée proposée par Eanes (...) et

militaire centre et Pezarrat Correia à la région militaire sud) ou d'officiers libéraux tel Eanes, chef d'état-major de l'armée. De plus, pour l'instant, la droite préfère attendre les élections où les partis PPD et CDS vont sûrement l'emporter, ce qui permettrait ainsi de reprendre lentement le contrôle de l'armée et de l'appareil d'état.

Et où en est le groupe des neuf et Melo Antunes ?

Ils sont en ce moment assez isolés comme je l'ai déjà expliqué, de la grande

Et les organisations de soldats, où en sont-elles ?

Sur cette question, je ne peux pas vous répondre. Je peux seulement dire que la réorganisation est en train de se faire avec succès mais des mesures de sécurité importantes sont prises.

Un décret du gouvernement portugais interdisant désormais aux officiers de donner des interviews sans l'autorisation de leur chef d'état-major, celui que notre correspondant a interviewé a dû garder l'anonymat.

En bref

Chirac au Tchad les 5 et 6 mars

Chirac se rendra au Tchad le 5 et le 6 mars pour tenter de régler les problèmes qui opposaient le gouvernement tchadien au gouvernement français qui avait violé la souveraineté du territoire tchadien. Le gouvernement, pour faire libérer Françoise Claustre, avait parachuté des armes, du matériel aux rebelles et même un négociateur. Ce qui avait été mal prévu, c'est la riposte tchadienne. Les 3 000 militaires en stationnement au Tchad durent être rapatriés et les accords de coopérations furent réexaminés. Ce sont ces accords que Chirac vient renégocier. L'accord qui devait être signé au terme du voyage est un accord civil qui portera sur des livraisons d'armes. On discutera également de la fourniture d'un personnel militaire hautement qualifié pour encadrer l'armée tchadienne. De Françoise Claustre, le ministre ne désespère pas de parler, bien que ce soit une affaire intérieure tchadienne.

Intervention des flics à l'INSA

L'INSA de Lyon est en grève depuis 3 semaines. Face au refus de la direction de répondre à leurs revendications, les étudiants ont occupé l'administration. Les flics appelés par l'administration durent repartir, étant donné la mobilisation des étudiants. Le directeur Hamelin (membre du CA d'Ugine Kuhlman, conseiller scientifique au CNPF !) a alors pris la décision de fermer l'institut, les résidences, le resto. Les étudiants ont pris en main le fonctionnement du resto. En AG, malgré les moyens répressifs utilisés, les étudiants ont décidé de continuer leur lutte pour la satisfaction des revendications.

Correspondant INSA Lyon

La police charge les étudiants

Les étudiants des universités de Toulouse en grève contre la réforme Soisson avaient organisé une manifestation jeudi dans la ville, dénonçant l'oppression capitaliste à l'école et l'avenir de chômeurs des jeunes.

Comme il le fait systématiquement, contre les ouvriers, contre les petits paysans, le gouvernement a une fois de plus lâché sa police, qui a attaqué le cortège, alors qu'il se trouvait aux alentours du bâtiment du patronat local. Contre tous ceux qui s'opposent à sa politique, c'est la même réponse violente.

Affaire de Bruay Epoux Leroy déboutés

Les époux Leroy ont été déboutés dans l'action en diffamation qu'ils avaient engagée contre le juge Pascal, à la suite d'un article paru dans PARIS-MATCH. Ils ont été déboutés pour raison de procédure, leur assignation ayant été lancée au delà du délai légal de 3 mois jour pour jour.

Cependant le juge Pascal est toujours inculpé devant la cour d'appel de Rennes de «violation du secret professionnel et du secret de l'instruction» sur plainte du notaire de Bruay. Il faut rappeler l'attitude du parquet dans cette affaire. La plainte de M^e Leroy n'étant pas assortie d'une constitution de partie civile, le parquet avait la possibilité de classer le dossier. La décision de poursuivre le juge Pascal a été prise quelques jours après qu'il ait été déclassé du dossier de Liévin.

Jean-pierre est relaxé

La 24^{ème} chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé le jugement du tribunal pour enfants qui avait relaxé Jean Pierre le 15 juillet dernier au bénéfice du doute. Il faut rappeler que c'est à l'appel du parquet général que l'affaire était revenue.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Affaire Mérieux

UN GANGSTER PIÉGÉ

Louis Guillaud, gangster, a été arrêté jeudi alors qu'il venait changer pour un million six cent mille francs (nouveaux) de billets contre des lingots d'or. L'agent de change s'aperçut que les billets provenaient de la rançon versée l'an dernier pour la libération du petit Christophe Mérieux. Le petit Mérieux avait été relâché contre 2 milliards anciens, versés par la famille Mérieux, dynastie bourgeoise alliée à Lyon à la famille Berliet.

cette pègre qui agit comme elle le veut au grand jour ; on le dit membre du gang des Lyonnais, qui a trempé dans un nombre difficilement calculable de rackets et de hold-ups. Chacun raconte que Guillaud, qui vient d'être arrêté était de la bande à Neuncoil, alias Pierre Rémond, grand bandit lyonnais. Et, aussi incroyable que cela puisse paraître, ces gens vaquent tranquillement à leurs affaires.

Leur impunité tient à leur utilité politique. Ils financent, aident les partis bourgeois, et

leurs scandales n'éclatent que dans la mesure des réglemens de comptes entre ces mêmes partis bourgeois. Ainsi de l'affaire du Fétich's Club à Lyon.

Guillaud, le gangster arrêté est peu probablement le chef de la bande qui a enlevé le fils Mérieux : il ne se serait pas laissé prendre aussi lamentablement. A moins que sa capture ne soit un nouvel épisode de la rivalité gangstère politique, et qu'il soit allé changer sa rançon en toute confiance.

Vins trafiqués

Fraude sur les vins à Villefranche-sur-Saône. Une nouvelle fraude sur les vins a été mise à jour à Villefranche-sur-Saône. On a découvert 50 000 hectolitres de beaujolais coupé avec du vin d'Espagne. Pour le moment, aucune inculpation n'a été prononcée.

CINÉMA

TROIS FILMS SUR LES FEMMES...

"SOUS LES PAVES, LA PLAGE"

LES PROBLÈMES DU COUPLE VUS PAR UNE FEMME

Grischa et Heinrich ont vécu ensemble la période exaltante des grands événements de Berlin en 1967. Puis, ils se sont séparés en gardant secrètement certains espoirs. Au début du film, ils font un essai de vie commune. Grischa et Heinrich sont comédiens. Apparemment leur métier est moins contraignant que d'autres.

Pourtant, Grischa, insatisfaite, profite des libertés que lui laisse le théâtre pour mener une enquête personnelle sur la vie des autres femmes dans les différentes classes sociales. Heinrich est jaloux du nouveau pôle d'attraction de Grischa, lui qui accepte sa condition d'acteur, plus résigné d'ailleurs, que satisfait. Une crise grave éclate entre eux et il y a peu de chances que Grischa puisse garder l'enfant qu'elle désirait.

Comment se crée un couple ? Comme se dénoue-t-il ? Tel est le sujet du dernier film de la réalisatrice allemande Helma Sanders.

Sujet intéressant puisqu'il nous concerne directement et que, d'ordinaire, dans la production cinématographique, il n'est point abordé dans son vécu quotidien. Démarche intéressante aussi quant à la genèse du film. En effet, Helma Sanders est partie d'une discussion après une projection d'«Histoires d'A». Elle a réuni deux personnages principaux de son futur film. Et ils ont commencé ensemble une analyse de leur pratique respective,

de leurs expériences amoureuses, sexuelles, politiques. Une recherche approfondie puisqu'elle a duré trois mois.

Ensuite le film a été tourné très rapidement, en quelques jours, avec une équipe très réduite (car en Allemagne comme en France, les circuits de financement sont plutôt réticents pour ce genre de sujet).

Autre élément positif : cette fois, c'est une femme qui pose les problèmes du couple, ce qui est susceptible de casser les vieux stéréotypes en vigueur.

Et, effectivement, Grischa,

l'héroïne, n'apparaît pas du tout comme une femme-objet infantilisée ou s'infantilisant, elle est certes attirée par Heinrich, le jeune comédien, elle vit avec fougue son amour, mais elle refuse de s'y enfermer comme dans une île enchantée ; elle recherche des contacts avec les autres femmes (avec la naïveté, la maladresse, mais aussi la bonne volonté d'une intellectuelle coupée du monde des travailleurs) ; elle fait des interviews de femmes pour donner la parole aux opprimées et approfondir le vécu, le ressenti des femmes.

Et c'est alors que se dessine la rupture avec Heinrich, son compagnon. Lui qui a été profondément marqué par la révolte étudiante de Berlin en 67 et par son échec, ne croit pas en l'efficacité d'une action tenace, quotidienne, comme essaie de le faire Grischa.

Nous assistons à une sorte de renversement de la structure habituelle du couple : l'homme se réfugiant, par pessimisme, dans les gestes de l'amour ; et la femme, plus liée au réel par son oppression même, voulant continuer la lutte. Situation qui est loin d'être exceptionnelle chez les intellectuels.

Bien des problèmes, cer-

tes, ne sont pas abordés, ou de façon superficielle. Par exemple, le métier d'acteur ou d'artiste en général s'exerce-t-il entre parenthèses de la vie même, ou bien peut-il être, doit-il être précisément le terrain de lutte de celui qui le pratique ?

D'autre part, comme l'expérience proposée est négative, on ne voit pas l'interaction de la pratique politique et du vécu affectivo-sexuel du couple.

Techniquement, Helma Sanders a traité son sujet dans le style enquête, volontairement lent, terné, mais comme il s'agit d'un réel recréé par des acteurs, cela sonne souvent faux.

Le film donc propose avec honnêteté certains problèmes mais son absence de relief, de dynamique interne maintient une distance certaine entre le spectateur et ces problèmes mêmes. Distance qui le conduit à l'indifférence, plutôt qu'à la réflexion.

Indifférence qui tient principalement au fait qu'on a du mal à s'identifier à ce couple petit bourgeois, et à son style de vie, ses problèmes, qui sont loin d'être ceux de la majorité des spectateurs.



Les femmes en lutte : on ne les voit pas dans ces films...

"CALMOS" de B.Blier: UNE ABJECTION CONTRE LES FEMMES

Deux hommes se rencontrent, Emile et Albert ; l'un est gynécologue, l'autre se fait entretenir par sa femme qui est commerçante. Dégoûtés des femmes qui, disent-ils, ne «pensent qu'à ça», ils partent à la campagne vivre tranquillement, «au calme», loin des bavardages féminins, dans le petit village de Fiancéy. La vieille maison où ils logent a tous les charmes de l'ancien ; les fleurs défraîchies des tapisseries rappellent une simplicité romantique ; les volets de bois gris vermoulu par le temps s'entr'ouvrent pour accueillir le soleil ; le rouge des géraniums éclaire la porte et la verdure nous envahit. C'est le retour à la nature...

Là, loin des femmes, leur plus grand plaisir, c'est de manger... de festoyer au vin et au foie gras, avec les curés du coin qui ont une longue pratique de la chose.

Ce monde d'hommes entre eux est présenté sous deux aspects. D'une part, c'est vrai, il est caricaturé ; l'avidité avec laquelle Emile et Albert avalent la nourriture nous fait rire ; mais nous gêne aussi ; car à l'évidence, la gourmandise ici, remplace la fonction sexuelle, et dévoile qu'en fait, dans d'autres conditions, ce sont les femmes qui sont «consommées»...

Cependant ce monde d'hommes nous apparaît comme finalement sympathique, où naît une amitié, une solidarité, une affection même entre les deux hommes aux petits soins l'un pour l'autre.

Et les femmes ? Leurs femmes, parties à la poursuite, les retrouvent ; des femmes ultra-maquillées, provocantes, qui, sevrées depuis longtemps, sont obsédées... Forcés de passer le week-end avec elles, ils préfèrent manger plutôt que d'accomplir leur «devoir conjugal»...

Nos deux hommes arrivent finalement à s'échapper, et retournent à la campagne ; mais là, ils sont poursuivis par une troupe de femmes en costume militaire, manifestation caricaturée de femmes, tournées en ridicule. Unies pour la «chasse à l'homme», (au sens propre et au figuré), elles sont toujours prêtes à «se crêper le chignon» quand il s'agit de passer aux actes. Alors que les hommes sont représentés comme capables d'amitié, ces sentiments là sont refusés aux femmes. Tout est fait pour mettre dans la tête du spectateur que «si les femmes veulent le pouvoir, ça va être l'anarchie...»

Finalement, les femmes arrivent à les capturer... et leur font subir le pire des supplices : elles les obligent, par des artifices (électrodes, piqûres...), à subir les assauts de plusieurs dizaines de femmes, qui viennent se satisfaire (?) comme dans une maison de passe. Voilà les scènes les plus expressives.

Le but du film est clair : tourner en ridicule les femmes qui se révoltent, en laissant sous-entendre que ce sont d'éternelles «insatisfaites».

Amener la conclusion que même si on leur donne, les femmes sont incapables de garder leur indépendance.

Au-delà de la caricature, la bourgeoisie reflète son propre monde et se donne en spectacle, car les hommes et les femmes du peuple sont les grands absents du film, et c'est bien là le fond du problème : on voudrait nous faire prendre les bourgeois dégénérés pour des femmes du peuple révoltées. En fin de compte, ce film reprend et renforce les théories sexistes en les inversant, occultant l'ennemi principal des femmes du peuple, le capitalisme.

L.V.

"MAITRESSE" OU L'ALIBI ESTHÉTIQUE

Un fond noir strié d'éclairs blancs, un visage d'homme flou, duquel ressortent surtout les yeux. Un visage de femme double : à droite elle est blonde, à gauche elle est brune, violemment maquillée et tient entre ces mains une pointe acérée. C'est l'affiche de «Maîtresse», et cette affiche, provocante, inquiétante, donne le ton du film.



Le jeune homme au visage flou, c'est Olivier, un jeune chômeur monté à Paris pour chercher du travail. La jeune femme à double face, c'est «Maîtresse», une prostituée d'un genre un peu spécial dont l'activité consiste à infliger des sévices en tout genre à ses clients, venus la voir pour satisfaire leurs tendances masochistes. La rencontre entre Olivier (G. Depardieu) et la jeune femme (B. Ogier) aura lieu un jour où celui-ci, entraîné par un ami, essaie de cambrioler son appartement. Mis au courant de ses activités,

Olivier essaiera d'arracher Maîtresse à ses clients, mais devant son échec, il acceptera la situation et finira par s'intégrer à cet univers.

En fait l'histoire est d'abord et surtout le prétexte à un véritable festival de scènes sado-masochistes, où aucun détail ne nous est épargné. La mise en scène, les décors très soignés, le jeu des acteurs sont là pour nous faire passer la pilule. B. Schroeder joue constamment sur le double aspect de la jeune femme : blonde, séduisante, mère d'un char-

mant bambin, elle devient, par le jeu du maquillage, brune, dure, provocante avec ses clients. Ce double aspect se reflète également dans son appartement : en haut, c'est un appartement normal, meublé avec goût ; en bas, c'est la chambre des «tortures».

UNE CAMELOTE PORNO

Comme «Emmanuelle», comme «Histoire d'O», «Maîtresse» se réfugie derrière l'alibi esthétique pour nous refiler sa camelote pornographique. C'est que les producteurs français ont trouvé une combine épatante. Pour sortir les films porno des circuits spécialisés où ils risquaient de dépérir, ils enrobent le produit dans un «habillage culturel». Mais le plus grave est que derrière ce genre de film, se cache une conception du monde particulièrement réactionnaire, qui consiste à réduire l'individu à une somme de pulsions sexuelles, le véritable bonheur consistant alors à essayer de satisfaire le mieux possible ces pulsions, de vivre sa «folie» jusqu'au bout. Cette conception débouche sur une apologie de tous les types possibles de perversions. Comme le déclare l'héroïne du film : «J'aide mes clients... C'est passionnant de rentrer dans leur folie». Ceci est particulièrement évident dans le per-

sonnage d'Olivier qui, au départ est profondément dégoûté par les activités de Maîtresse. Tout le film est justement construit sur l'évolution de ce personnage qui en vient, par étapes successives, à accepter cette conception du monde. Une scène est à cet égard, révélatrice : Olivier revient dans un abattoir de chevaux où il a travaillé jadis et découvre tout à coup (dans l'esprit de l'auteur) que même chez ces ouvriers existaient des tendances sadiques !

UN NOUVEAU MODELE IDÉOLOGIQUE

Particulièrement répugnant, ce film est aussi révélateur de la mise en place d'un nouveau modèle idéologique de la part de la bourgeoisie. Nous sommes loin des années 60 où les films nous proposaient l'image d'un univers cohérent, harmonieux, où les problèmes trouvaient inévitablement leur solution, où la recherche du bonheur se confondait avec la recherche de biens matériels. Réduite à l'apologie des perversions que son pouvoir engendre, la bourgeoisie, par le biais de films de ce genre, cherche à nous imposer sa conception pourrie du monde. Elle trahit ainsi les difficultés que lui cause, aujourd'hui, le développement de la crise.

J. P. BOULOGNE

INTERVIEW

A Paris, à partir du 10 mars

DOUZE HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Que connaissons-nous vraiment de la vie quotidienne en Chine ? Si l'on en croit l'image que veut nous en donner la bourgeoisie (notamment R. Peyrefitte, dans «*Quand la Chine s'éveillera*»), les Chinois seraient, certes sortis de la famine et de la misère, mais vivraient, dans une sorte de vaste camp de concentration, enrégimentés et fanatisés.

Il n'y a qu'à voir comment, à l'heure actuelle, la presse bourgeoise transforme la vaste lutte entre les deux voies pour la consolidation de la dictature du prolétariat, en luttes de cliques avides de pouvoir, pour réaliser à quel point la vision qu'elle cherche à nous donner de la vie quotidienne en Chine, est tronquée, déformée, avilie.

Et c'est ce qui donne toute leur valeur aux films de Joris Ivens et Marceline Loridan sur la Chine. Réunis sous le titre global «*Comment Yukong déplaça les montagnes*», ces 12 heures de projection sont le fruit de trois ans de travail, et de longs séjours en Chine, notamment à l'époque de la Révolution Culturelle.

L'intérêt de ces films réside d'abord dans les sujets qu'ils abordent. De nombreux aspects de la vie des masses y sont montrés : le travail sur les champs de pétrole de Taching, à l'usine des générateurs de Changai, dans un village de pêcheurs... On y voit également l'intense activité politique qui se déroule à tous les niveaux : rédaction d'un dazibao intitulé «*conduire un camion dans le désert*», enquête d'un responsable syndicale dans son usine, discussion

d'ouvriers sur l'Anti-Duhring... Une vie politique qui se manifeste aussi dans les rapports entre l'équipe d'Ivens et les gens qu'elle filme. Bien sûr, on peut reprocher un certain nombre de défauts à ces films : des questions parfois peu intéressantes, l'absence d'images montrant les grandes réalisations de l'économie socialiste... Mais à vrai dire, ses défauts sont peu de choses à côté de leurs aspects positifs. Montrer aujourd'hui la vie quotidienne des masses chinoises, dans toute sa richesse politique, c'est rendre vivant, concret la Dictature du Proletariat.

Ces films sortiront à Paris à partir du 10 mars. Nous informerons nos lecteurs des salles où ils seront projetés dès que nous en aurons la liste.

INTERVIEW DE JORIS IVENS ET MARCELINE LORIDAN

— Personne, avant vous, n'avait pu tourner en Chine dans des conditions aussi favorables. A quoi sont dues les facilités exceptionnelles dont vous avez bénéficié ?

— J.I. : Il y a très longtemps que j'ai des liens avec les révolutionnaires chinois. C'est ce qui explique, au moins en partie, notre situation privilégiée. En 1937, quand je filmais la lutte des républicains espagnols contre les fascistes, le même combat antifasciste se déroulait à l'autre bout du globe, où le peuple chinois se défendait contre l'invasion du militarisme nippon. C'est pour témoigner de ce combat que je suis allé en Chine en 1938, et que j'y ai

tsé-toung, notamment, et de Norman Bethune, à Yennan, ont été prises avec elle. Les Chinois n'oublient pas des circonstances comme celles-là. D'ailleurs, en 1958, quand j'ai été invité par les cinéastes chinois, j'ai pu voir cette machine trôner au musée de la Révolution. J'ai revu Chou-en-laï, devenu Premier Ministre. C'était l'époque du Grand Bond en avant. Les cinéastes chinois découvraient la couleur. Nous avons travaillé ensemble et nous avons réalisé des films expérimentaux, en quelque sorte, pour étudier l'emploi de la couleur dans toutes les conditions possibles. Le film le plus réussi, sans doute, est celui que j'ai fait en Mon-

proché d'être venu sans mes caméras.

— M.L. : Comme nous avons fait des enquêtes très approfondies, nous avons pensé qu'effectivement ce serait important de pouvoir faire ce film. A partir de ce moment, tout notre travail de recherche a été orienté dans cette perspective. Mais, avant de commencer, il fallait rentrer en France, pour rendre ce projet possible.

— Vous ne parlez pas chinois. Comment vous êtes-vous débrouillés ?

— M.L. : Nous avons deux interprètes avec nous, toujours les mêmes pendant un an et demi. Au bout de

— Donc, au bout d'un certain temps, vous aviez une équipe technique rodée vous possédiez également une équipe, disons, de relations extérieures qui vous permettait d'entrer en contact avec les gens comme vous le souhaitiez, et enfin, vous jouissiez depuis le départ d'une espèce d'autorisation générale de tournage, puisqu'elle vous avait été délivrée par le Premier Ministre en personne. A partir de ce moment-là, comment avez-vous choisi les thèmes, les sujets, les lieux de tournage ?

— J.I. : Nous pouvions vraiment aller partout, sauf filmer dans les installations nucléaires. Nous aurions même pu aller au Tibet, seules des raisons de santé m'en ont empêché. Nous étions vraiment dans une position très privilégiée. Remarquez que nous devions chaque fois mériter à nouveau la confiance et justifier nos projets. Je vous ai dit que l'argument d'autorité ne joue pas en Chine. C'était vrai pour nous aussi. Dans chaque nouvel endroit, nous devions lutter pour conquérir notre liberté. La tendance naturelle des gens, c'est de ne montrer que l'aspect positif des choses, d'embellir la réalité. C'est un problème que, je crois, j'ai rencontré partout dans le monde. Quand on reçoit un invité, on nettoie la table, on range la vaisselle. D'autant plus lorsque l'invité arrive avec une caméra... Mais je suis très patient, et je prends le temps qu'il faut pour convaincre.



Les lieux de tournage, jusque dans les coins les plus reculés de la République Populaire de Chine.

Nous savions que c'était important car nous voulions traiter des problèmes difficiles et complexes, puisque notre thème central de réflexion, c'était la Révolution Culturelle et les transformations qu'elle a opérées dans les différentes couches de la société chinoise. Car, contrairement à ce qu'on dit un peu trop vite ici, il y a des couches sociales très diversifiées en Chine. Ce n'est pas un monde uniforme, il y a des intellectuels, des employés, des ouvriers, des paysans, des soldats... Tous ont été touchés. Nulle part les rapports entre les gens ne sont plus les mêmes. Notre idée, c'était de faire un grand film qui aurait englobé tous ces changements. Mais c'était un peu une utopie.

— Et vous pensez avoir réussi à ce que les gens soient vraiment sincères devant la caméra ?

— M.L. : Oui, vraiment. Ce n'était pas toujours facile, parce que, comme le di-

sait Joris, chacun a tendance à embellir, à ne présenter que la face avantageuse des choses. A Taching, par exemple, dans cette équipe d'ouvriers du pétrole que nous sommes allés voir, ils ont tous commencé par nous expliquer qu'ils étaient très contents, qu'ils travaillaient bien, que tout était merveilleux, etc... Nous leur avons dit : «*C'est vrai, vous faites un travail dur, vous êtes dans un endroit héroïque, au beau milieu de la steppe, ça demande vraiment un moral d'acier, tout le pays vous regarde, c'est très bien. Vous nous dites que vous êtes fiers, que vous faites cela pour le Parti, que vous êtes des révolutionnaires ; d'accord, nous vous croyons, mais les choses sont peut-être moins simples*». Et c'est alors qu'ils ont parlé de leurs difficultés. On dit ici que les Chinois ne parlent pas volontiers d'eux-mêmes, qu'ils n'acceptent pas de se livrer. C'est faux, la preuve. Mais il faut au préalable qu'ils aient confiance. Et peut-être même qu'ils éprouvent de l'affection pour vous. Les Occidentaux qui vont là-bas font trop souvent la même chose : ils braquent leurs caméras et leurs micros à dix centimètres d'un Chinois et le harcèlent de question agressives. Qu'ils ne s'étonnent pas de ne rien obtenir d'autre qu'un sourire poli et des réponses évasives. Faire un film, c'est d'abord un dialogue. C'est ce que nous avons tenté de faire.

Propos recueillis par Jean-Marie Doublet et Jean-Pierre Sergent

Les auteurs du film ont accordé cette interview à la presse dont nous publions aujourd'hui des extraits.



tourné «*400 millions*». A cette époque, les communistes avaient fait alliance avec le Kuomintang. A la fin du tournage, j'ai rencontré Chou-en-laï qui m'a expliqué les difficultés que rencontraient les révolutionnaires à Yennan. «*Nous avons bien quelques opérateurs de cinéma*, m'a-t-il dit, *mais nous ne possédons aucune caméra*». J'étais sur le point de retourner aux États Unis, mon travail achevé. J'ai donc décidé de leur faire cadeau de ma caméra portative. C'est Chou-en-laï lui-même qui a organisé la rencontre clandestine (car nous étions très surveillés par les agents de Tchong-kaï-tchek) au cours de laquelle j'ai pu remettre la caméra et 2 000 m. de pellicule à un émissaire venu de Yennan. C'est grâce à cette caméra que les révolutionnaires ont fondé le cinéma chinois. Toutes les images de Mao-

golie intérieure, avec des tournages par moins 30°. Ce travail aussi a tissé des liens très forts avec les cinéastes et les dirigeants chinois. Et puis il y a eu le débarquement des troupes britanniques au Liban, immédiatement suivi par des manifestations énormes dans toute la Chine. C'est ainsi que j'ai réalisé «*600 millions avec vous*», un court-métrage sur les manifestations à Pékin. Je suis encore allé en Chine, notamment en 1965. Cette fois, j'étais avec Marceline.

En 1971, nous y sommes retournés, pour un voyage d'information de quatre mois, après la Révolution Culturelle. Nous voulions savoir ce qui s'était passé, ce qu'était vraiment cette Révolution Culturelle, ce qu'elle signifiait. L'idée de faire un film se fit jour, petit à petit. En fait, elle s'est concrétisée lors d'une rencontre avec Chou-en-laï, qui m'a re-

quelques mois, c'étaient devenus de véritables assistants de cinéma. Ils étaient parfois aidés par des interprètes locaux, recrutés sur place, à cause des dialectes. Il ne fallait pas seulement qu'ils traduisent les mots, mais aussi les sentiments et les nuances de pensée. Notre premier grand travail a été d'expliquer ce que nous voulions, pas dans notre langage, mais dans celui des Chinois. Cela posait un grand problème. C'est pourquoi certaines questions sont formulées d'une manière qui peut paraître bizarre ici, mais qui est destinée à ce qu'elles soient comprises à la fois des Chinois et des Occidentaux.

Petit à petit, j'ai commencé à comprendre le chinois. Cela m'aidait évidemment beaucoup. Quand je sentais une situation, je pouvais relancer le dialogue, approfondir une interrogation.

«COMMENT YUKONG DEPLACA LES MONTAGNES»

(...) Dans la Chine antique, il y avait une fable intitulée «*Comment Yukong déplaça les montagnes*». On y raconte qu'il était une fois un vieillard appelé Yukong (...). Il décida d'enlever, avec l'aide de ses fils, deux grandes montagnes qui barraient les abords de sa maison, à coups de pioche. Un autre vieillard (...) éclata de rire et leur dit : «*Vous n'arriverez jamais, à vous seuls, à enlever ces deux montagnes*».

Yukong lui répondit : «*Quand je mourrai, il y aura mes fils (...). Ainsi les générations se succéderont sans fin (...). A chaque coup de pioche, elles diminueront d'autant. Pourquoi donc ne parviendrions-nous pas à les aplanir*».

(...) Le ciel en fut ému et envoya sur terre deux génies célestes qui emportèrent ces montagnes sur leur dos. Notre ciel à nous n'est autre que la masse du peuple chinois (...)

MAO-TSE-TOUNG
Œuvres Complètes T. III
P. 290

LA VIE DU JOURNAL

Discussion avec deux chômeurs immigrés tunisiens

A Villeurbanne, dans le cadre de la campagne pour obtenir les transports gratuits pour les chômeurs, nous avons bavardé avec deux jeunes immigrés tunisiens au chômage.

Le premier est sorti d'un stage FPA de fraisage qui a duré sept mois et demi et où il était payé à 90% du SMIC. Depuis le mois de septembre, date de fin du stage, il est sans travail. Lors de son inscription à l'ANPE, personne n'a daigné lui faire remplir un dossier pour l'ASSEDIC et comme il n'était pas très au courant des papiers à remplir, il ne touche pour l'instant que l'aide publique. Depuis septembre, il a reçu trois «généreux» chèques, le premier de 24 F, le second de 80 F et le dernier de 240 F. Il ne peut même pas payer son loyer (300 F) et doit accepter l'aide que lui offre son père, mais comme il le dit lui-même : «mon père a d'autres enfants à nourrir et puis je suis majeur».

peu en France par l'Office National d'immigration qui lui promettait du travail pendant au minimum deux ans après avoir effectué un stage de formation, n'a toujours pas trouvé d'emploi après le stage.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient rentrer en Tunisie, le premier, visiblement révolté en pensant au décalage qu'il existe entre ce que fait miroiter l'impérialisme français aux travailleurs tunisiens qui émigrent et la réalité pour eux en France, nous explique que «ça fait quatre ans qu'il n'est pas rentré dans son pays et qu'il ne peut pas y revenir les mains vides».

Ces témoignages montrent une fois encore, si l'on n'en est pas convaincu, que les stages FPA et autres ne règlent en rien les problèmes du chômage mais qu'ils servent à camoufler pour un certain temps un maximum de chômeurs en les appelant stagiaires en formation professionnelle.

Son camarade, envoyé depuis Un militant du CLCC de Villeurbanne

Rassemblement communiste 21 MARS

Pour préparer l'offensive ouvrière
Pour une issue révolutionnaire à la crise !
A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (ML)
TOUS AU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE
DIMANCHE 21 MARS 14 H précises
MUTUALITÉ (métro Maubert - Mutualité)

1ère partie :
LES TRAVAILLEURS DE FRANCE ACCUSENT LE CAPITALISME EN CRISE : avec des représentants de plus de 100 entreprises et des comités de lutte contre le chômage.

DÉFENDONS NOS DROITS ! DÉVELOPPONS NOS LUTTES !
HALTE AUX ATTEINTES AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES !
Face à la violence policière et patronale : organisons la riposte ! avec des ouvriers de Paris-Rhône (Lyon), des militants syndicaux CGT et CFDT de Roubaix, Brandt,...

Après le meurtre de Michel Boye, paysan vosgien assassiné par les forces de répression où va le mouvement paysan ? des paysans du Doubs, de Normandie, du Midi, prennent la parole.

2ème partie
INTERVENTION CENTRALE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (MARXISTE-LÉNINISTE)

8 ANS APRES MAI 68 : OU EN EST L'UNITÉ DES RÉVOLUTIONNAIRES ? (Débat avec des organisations révolutionnaires françaises).

3ème partie
LES LUTTES DES PEUPLES DU MONDE

APRES LA MORT DE FRANCO : L'ESPAGNE EN LUTTE
LE PORTUGAL APRES LE 25 NOVEMBRE !

SAHARA OCCIDENTAL : LA LUTTE D'UN PEUPLE. Un représentant de l'Union des travailleurs sahraouis prend la parole.
Grégoire Carrat, envoyé spécial du Quotidien du Peuple au Sahara Occidental apporte son témoignage.

Projection d'un film sur la lutte du peuple sahraoui.
STANDS DES USINES EN LUTTE
MUSIQUE ET CHANTS : GILLES SERVAT, FRANCOIS TUSQUES

FAIRE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE UNE ARME ACÉRÉE POUR NOS LUTTES

Nous publions la fin de la liste de souscription de 15 millions que nous avons lancée pour pouvoir réaliser le 12 pages. Fruit des efforts et du soutien de nos lecteurs, les 15 millions sont collectés, et le Quotidien du Peuple paraît maintenant tous les jours sur 12 pages depuis une semaine. C'est une victoire pour nos lecteurs, pour tous les travailleurs qui depuis 5 mois, se mobilisent pour soutenir et améliorer leur Quotidien.

Nos lecteurs peuvent déjà voir quel journal différent nous pouvons réaliser avec 12 pages : couverture de l'actualité mieux assurée, possibilité d'approfondir des sujets, de publier plus d'enquêtes et de reportages... Mais, le 12 pages ne doit pas être seulement cela : il nous faut en profiter pour élargir la liste des sujets que l'on traite, pour accroître la participation des lecteurs, pour mieux refléter et faire avancer le débat sur les questions de la révolution qui

existent dans les masses. Cette bataille, c'est votre affaire à tous : en écrivant au journal pour faire connaître ce que vous avez pensé du 12 pages, en faisant circuler largement autour de vous votre Quotidien, en lui trouvant de nouveaux lecteurs, en suscitant de nouvelles collaborations, etc... Cette bataille doit faire de notre quotidien une arme acérée pour nos luttes, c'est celle que nous devons gagner aujourd'hui.

Liste de la souscription

Paris	436	Reims	10	Orléans	280
	135		170		600
	360	Marseille	255		120
	180		160	Lille	120
			540		440
Caen	91,50		180		250
	182	Lyon	250	Rennes	460
	60		245	Montceau	300
			50	J.L.C. Crémieu	50
Besancon	280,50		350	J.S. Grenoble	269
	480		150	D.B. Villerupt	500
	340	Aubervilliers	87	C.L. Dunkerque	50
	240		350	F.C. Pau	100
			230	J.L.L. Chevilly la Rue	10
Paris	50		200	L.M.	50
	180	Bordeaux	1 150	Paris	
	150		200	Cercle de lecteurs INSEE	1 000
	10,50		68	G.S. Trappes	100
	190	Châlons	60	TOTAL	15 788
	400		125	Total déjà souscrit	
	200		450	pour les 15 millions	134 353,90
		Dijon	30,50	Total souscrit au 21/2	150 131,90
Lorraine	463		100		
	400	Strasbourg	500		
	200		160		

RÉUNION DE LECTEURS D'OYONNAX

Deux nouveaux lecteurs étaient présents à cette réunion. Quelques remarques ont été faites en ce qui concerne la forme du journal : amélioration des titres, surtout en première page, le style est plus clair et les abréviations ont disparu.

Certains lecteurs regrettent la page courrier telle qu'elle était précédemment, ils y trouvaient davantage le contact avec les autres.

En ce qui concerne le fond : Tous voudraient une page «luttés ouvrières» plus importante. D'autre part, il faudrait donner davantage d'explications techniques dans les différentes luttes, afin de donner des éléments de comparaison pour les autres secteurs. Il faudrait aussi mettre en évidence les salaires, les horaires de travail, les revendications dans les différentes boîtes.

Pour les lecteurs étrangers, la page internationale est trop petite !... et surtout pas assez détaillée.

Les critiques cinématographiques sont très appréciées : elles sont absolument nécessaires par rapport au matraquage des mass-média.

De même les articles du Docteur QdP sont beaucoup lus. On voudrait en voir davantage, afin de démystifier toujours plus le médecin et sa médecine. Cependant, certains articles comme celui sur la grippe sont jugés un peu exagérés («n'allez pas chez le médecin»).

Il manque des articles sur le sport, afin de mettre en évidence son rôle dans nos sociétés

capitalistes, et en opposition, son rôle et sa place dans une société socialiste.

A l'issue de cette réunion, il a été décidé :
- de se revoir régulièrement tous les mois,
- que nous allions entreprendre nous aussi de faire des articles pour le Quotidien, et ne pas nous contenter d'envoyer nos critiques.

Nous nous sommes donné un premier objectif, à réaliser d'ici la prochaine réunion de lecteurs fixée le 15 mars : une enquête sur le secteur médical.

Nous avons aussi décidé que chacun d'entre nous devait trouver d'ici là un nouvel abonné.

Corr. Oyonnax

COMMUNIQUÉ

Vent d'Est est une nouvelle publication trimestrielle qui se propose de présenter des articles de différentes revues chinoises qui, tout en étant accessibles aux étrangers, restent souvent méconnues du public français. Les traductions ont pour but de couvrir les thèmes variés qui sont autant de débats vivants en Chine populaire : organisation du travail et vie quotidienne, problèmes scientifiques et techni-

ques, révolution dans l'enseignement, mouvements d'étude et de critique philosophiques et techniques, révolution dans l'enseignement, mouvements d'étude et de

critique philosophique, historique, artistique, etc. Les textes publiés par Vent d'Est sont traduits par des personnes résidant actuellement en Chine ou qui y ont séjourné plusieurs années.

AU SOMMAIRE DU PREMIER NUMÉRO :

- A propos du droit bourgeois
- Pour les hommes et pour les femmes : à travail égal, salaire égal.
- Ce qui est capital, c'est de maintenir la direction d'une ligne marxiste.
- L'évolution de l'enseignement scolaire en URSS
- La formation des travailleurs
- Comment continuer et approfondir l'étude théorique.
- Critiquer le roman «Au bord de l'eau» (Shui Hu), c'est important.
- L'Ancien doit servir le Nouveau.
- Sommaires de la revue scientifique «Dialectique de la nature».
- Questionnaire d'enquête.

Le Quotidien du Peuple : publication du PCR (mail adresse postale) - BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
Téléphone : 23 132 48 F Paris - directeur de publication : Y. Chevot
n° de presse IPCC Paris distribué par les NMPP
Commission paritaire 56942



TÉLÉVISION

Jeudi soir sur FR 3

ENQUETE SUR UN FILM AU DESSUS DE TOUT SOUPÇON

Un homme égorge sa maîtresse avec une lame de rasoir. Minutieusement, il laisse le maximum d'indices : empreintes de doigts, de chaussures, etc... Ce criminel sadique est commissaire à la section criminelle. Il va jouer, au long de l'enquête, à se faire découvrir, tout en menant par ailleurs son activité de nouveau responsable de la «section politique».

Gian Maria Volonte incarne ce policier violent et mégalomane, obsédé par la répression de tout ce qui remet en cause l'ordre bourgeois. Autour de lui, s'organise une violente critique des abus les plus criants de la police d'une démocratie bourgeoise : généralisation du fichage sur ordinateur, interrogatoires «poussés» des «suspects», combines de tous poils, viol permanent de la légalité bourgeoise elle-même, insoupçonnabilité a priori des flics, «citoyens» bien particuliers, volonté d'étouffer toute bavure entachant l'autorité de la police. Le «film politique» d'Elio Petri «Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon» a connu un succès immédiat, d'autant que sa sortie en Italie coïncidait avec le fameux «Mai rampant» : grèves sauvages, succès électoraux des fascistes (MSI), attentats de Milan... En France, beaucoup ont vu en ce film une dénonciation de la police plus oussée que jamais.

Mais regardons-y de plus

près. Tout le film est centré sur ce fameux commissaire. De fréquents «retours en arrière» évoquent les rapports sado-masochistes qu'il entretenait avec sa maîtresse nymphomane et perversité : avec elle, il reconstituait les crimes sexuels auxquels il avait eu affaire. Les mobiles du crime se dégagent peu à peu : impuissance sexuelle, sentiment d'être bafoué par cette femme qui le traite



comme un enfant, lui qui par ailleurs est le chef, le «père». Cette vision psychanalytique est l'éclairage permanent des séquences «politiques». Le commissaire explique lui-même que le rapport enfant-père régit les interrogatoires des suspects, et cette explication domine l'ensemble du film : la peur du chef, du

puissant fait fonction d'analyse de classe, escamotant la nature de classe de la police en système capitaliste. La fonction oppressive de la police, ses tendances fascistes, deviennent, avec Elio Petri, le fait d'individus détraqués qu'il suffirait d'éliminer pour que ça aille mieux. On comprend sans peine que les faux communistes apprécient beaucoup ce film, réalisé par un des leurs (E. Petri

ouvrier qui apparaît, est lui aussi un minable, terrorisé par la police.

En définitive, Gian Maria Volonte (membre aussi du P«C») résume bien la conception bourgeoise du film, son mépris des masses et de la révolution, sa référence à une «nature humaine» au-dessus des classes quand il dit : «Le policier du film, c'est vraiment un personnage que

est au P«C»). Leur point de vue se retrouve, sur le mode franchement crapuleux, dans la présentation des révolutionnaires : étudiants hirsutes et sectaires, irresponsables poseurs de bombes, minables dénonçant leurs camarades après un interrogatoire. Quant au peuple, il brille ici par son absence. Le seul

chacun porte en soi, une mentalité autoritaire. Et il a fallu ce film pour qu'il sorte de nous-mêmes. C'est un masque qui est tombé».

Celui des révisionnistes, en tout cas.

Claude ANCHER

PROGRAMME

SAMEDI 28 FÉVRIER	DIMANCHE 29 FÉVRIER
TF 1	TF 1
14 h 35 - Samedi est à vous	13 h 00 - JOURNAL
18 h 30 - Nounours	13 h 20 - Le petit rapporteur
18 h 40 - Six minutes pour vous défendre	14 h 05 - Les rendez-vous du dimanche
18 h 50 - Magazine auto-moto	15 h 45 - Direct à la une
19 h 20 - Actualités régionales	17 h 30 - L'intermédiaire
19 h 45 - La vie des animaux	18 h 45 - Nans le berger
20 h 00 - JOURNAL	19 h 15 - Les animaux du monde
20 h 30 - Numéro 1 : Enrico Macias	19 h 45 - JOURNAL
21 h 30 - Grand-père viking	20 h 30 - Katia
22 h 30 - A bout portant : Thierry le Luron	22 h 05 - Pour le cinéma
23 h 30 - JOURNAL et fin	23 h 05 - JOURNAL et fin
A 2	A 2
14 h 05 - SAMEDI DANS	12 h 30 - MIDI 2
14 h 05 - Samedi dans un fauteuil	13 h 00 - Spécial enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	13 h 30 - La justice du seigneur
19 h 20 - Y'a un truc	15 - 10 - Interneiges 1976
20 h 00 - JOURNAL	16 h 10 - Cirque
20 h 30 - Les cinq dernières minutes	16 h 25 - Tiercé à Auteuil
22 h 05 - Dix de der	16 h 30 - Lady Pénélope
23 h 15 - JOURNAL et fin	17 h 30 - Monsieur cinéma
FR 3	18 h 25 - MA, S. H.
19 h 20 - Actualités régionales	18 h 50 - Stade 2
19 h 40 - Un homme, un événement	19 h 30 - Ring parade
19 h 55 - flash JOURNAL	20 h 00 - JOURNAL
20 h 00 - Thalassa	20 h 30 - Système 2
20 h 30 - Fidelio	21 h 40 - Les brigades du tigre
22 h 50 - JOURNAL et fin	22 h 40 - Catch à quatre
	23 h 10 - JOURNAL et fin
	FR 3
	19 h 00 - Les grandes heures d'Abel Gance
	19 h 55 - Spécial sports
	20 h 05 - Les années épiques du cinéma
	20 h 30 - Hiéroglyphes
	21 h 20 - Le masque et la plume
	22 h 15 - JOURNAL et fin

Feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ : La confiscation des terres des grands propriétaires et leur redistribution permettent d'assurer à tous les paysans une existence convenable. Outre le partage des terres, un autre élément de la politique agraire des communistes chinois est le mouvement coopératif.

30^e épisode

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF ET LES PROGRES CULTURELS

LES «BRIGADES DU SAMEDI»

Le mouvement coopératif fut vigoureusement encouragé. Ses activités s'étendaient au-delà des coopératives de production et de distribution et comprenaient des formes de coopération nouvelles en Chine, telles que l'emploi en commun d'animaux de ferme et d'instruments aratoires - particulièrement dans la culture des terres domaniales et de l'Armée rouge - et l'organisation de sociétés d'entraide de travail. Grâce à ce dernier mécanisme, de vastes zones purent être en peu de temps plantées et moissonnées collectivement et des périodes individuelles d'oïveté purent être éliminées. Les communistes tenaient la main à ce qu'un homme fût digne de sa nouvelle terre ! Dans les périodes de presse, on mit en vigueur le système des «Brigades du samedi», quand tous - non seulement les organisations d'enfants, mais aussi les fonctionnaires, les partisans et miliciens, les organisations féminines et les détachements de l'Armée rouge qui pouvaient se trouver aux alentours - étaient mobilisés aux champs au moins

un jour par semaine. Même Mao Tsé-toung prit part à ces travaux.

Les communistes introduisaient là les germes de l'idée singulièrement révolutionnaire de l'effort collectif - et accomplissaient par la même occasion un travail d'éducation élémentaire en vue de la période à venir où la collectivisation pourrait être mise en pratique. En même temps, la conception d'une vie sociale plus riche pénétrait lentement les sombres replis de la mentalité paysanne. Car l'utilité des organisations créées au sein de la paysannerie était triple - la trinité dans l'unité, comme disaient les Rouges - économique, politique et morale.

ELIMINATION DES MAUX DOMINANTS

Dans la mesure où ils existaient, et à en juger selon les normes occidentales d'avant-garde, les progrès culturels réalisés par les communistes dans la population étaient en vérité négligeables. Mais certains maux dominants, répandus dans la plus grande partie de la Chine, ont été définitivement éliminés au Shensi dans la vingtaine de districts occupés depuis longtemps, et l'on menait une croisade de propagande parmi les habitants des nouveaux territoires afin d'y étendre les mêmes réformes élémentaires. Une réalisation marquante a été l'élimination complète de l'opium, et le fait est que je ne vis aucune trace de pavots après mon entrée dans les districts soviétiques. La corruption des fonctionnaires y était presque inconnue. La mendicité et le chômage semblaient avoir été «liquidés», comme l'affirmaient les Rouges. Je ne vis pas un mendiant

pendant tout mon voyage dans les territoires communistes. Les pieds bandés et l'infanticide étaient devenus des crimes passibles des tribunaux, l'esclavage des enfants et la prostitution avaient disparu, et la polyandrie et la polygamie étaient interdites.

LE MARIAGE

Si le mythe des «épouses collectives» ou de la «nationalisation des femmes» est d'une absurdité trop manifeste pour être démentie, les changements apportés au mariage, au divorce et à l'héritage n'en étaient pas moins, en eux-mêmes, extrêmement hardis, comparés aux lois et à la pratique semi-médiévale régnant dans le reste de la Chine. Les règles gouvernant le mariage comprenaient des clauses contre la tyrannie de la belle-mère, la vente et l'achat de femmes comme épouses ou concubines et la coutume des «unions négociées». Le mariage était par consentement mutuel ; l'âge légal en était fortement relevé, à vingt ans pour les hommes et dix-huit ans pour les femmes ; la dot était interdite, et tout couple se faisant enregistrer comme époux devant un soviétique de district, de municipalité ou de village recevait sans frais un certificat de mariage. Hommes et femmes en ménage étaient considérés comme étant légalement mariés, qu'ils eussent ou non été enregistrés - ce qui semble exclure l'«amour libre» - et leurs enfants étaient légitimes. L'illégitimité d'un enfant n'était pas reconnue.

(à suivre)

INTERNATIONAL

L'ESPAGNE TOUTE ENTIÈRE DRESSEE CONTRE LE FASCISME

Tandis que les différents mouvements continuent de se développer, touchant toutes les régions, et toutes les branches, c'est la grève des camionneurs qui occupe le devant de la scène. Ils sont actuellement plus de 200 000 arrêtés dans toute l'Espagne, à Madrid même, le marché central de fruits et légumes de Legazpi est paralysé depuis plusieurs jours par les piquets de grève, qui empêchent également l'entrée des camions dans la ville. Cependant, le régime démasque son caractère fasciste, qu'il n'avait en fait jamais perdu, et que le développement des luttes populaires met au jour.

BARCELONE : VICTOIRES POPULAIRES

Par téléphone de Barcelone pouvoir céder sur le blocage des salaires.

La journée de jeudi a été marquée par de violents A Sabadell, le gouverne-



En marche pour réprimer ? Non ! Les mouvements de lutte se sont étendus à Barcelone jusqu'aux pompiers et à la police qui ont manifesté.

affrontements dans le centre de Barcelone. La police est intervenue avec une grande violence contre une manifestation d'environ 20 000 ouvriers du bâtiment, tirant aux balles de caoutchouc et utilisant les grenades lacrymogènes. Un manifestant gravement blessé est actuellement à l'hôpital.

Les ouvriers ont riposté très énergiquement, lançant des pierres contre la police, notamment dans les petites rues qui débouchent sur les Ramblas. Les transporteurs en grève avaient immobilisé leurs camions au milieu de la chaussée accroissant ainsi les difficultés de la police.

Vendredi, après une négociation qui a duré toute la matinée, on est arrivé à un accord : le salaire minimum des manœuvres du bâtiment est désormais fixé à 19 000 pesetas. Les ouvriers en réclamaient 25 000, mais on peut parler de recul alors que Villar Mir, ministre des finances, déclare ne pas

ment a libéré vendredi maintous les manifestants arrêtés lors de la manifestation du jeudi 19. Les patrons se sont engagés à ne pratiquer aucune sanction pour fait de grève. C'est une victoire de la mobilisation populaire. Certains estiment que la démission du maire Burrull, réclamée par la population, devrait intervenir à plus ou moins long terme.

De plus en plus, on parle de grève générale des transporteurs pour lundi dans toute l'Espagne. D'autre part l'attitude du gouvernement espagnol au Sahara suscite de vives protestations. Les «Amis du Peuple Sahraoui» et l'Association des Amis de l'ONU envisagent une manifestation pour les prochains jours à Barcelone.

La répression ouverte ne suffit pas à arrêter le mouvement des masses, au contraire, le peuple commence à imposer certains reculs au gouvernement, comme on le voit à Sabadell et dans le bâtiment.

LA POLICE DU «LIBÉRAL» FRAGA ASSASSINE

Madrid, de notre correspondant

Bilan hebdomadaire du gouvernement des prétendus libéraux : Toñito del Valle Pérez, employé administratif, tué à Elda (région d'Alicante) ; Juan Ponce, ouvrier du bâtiment, 40 ans, hospitalisé après la répression sauvage de Barcelone.

Trois autres blessés très graves à Barcelone et dans la province. Un architecte hospitalisé après avoir voulu protéger une femme brutalisée

par la police dans une manifestation : ses médecins ont déposé une protestation contre la surveillance dont il est l'objet dans les murs mêmes de l'hôpital.

Un enfant qui regardait par la fenêtre, blessé par une des trop nombreuses balles en caoutchouc de la police.

On compte par centaines les détenus cette dernière semaine, en Galice, Catalogne, Andalousie, à Vitoria, Madrid et Barcelone. A Alicante, de 15 000 à 20 000 personnes ont assisté à l'enterrement de Pérez. Malgré les forces de police massées sur le parcours, dans une ville morte où les commerces et les écoles avaient fermé leurs portes, les participants ont manifesté à la fin de l'enterrement. C'est la réponse du peuple à la note du préfet, qualifiant le travailleur assassiné «d'individu indésirable sans profession reconnue».

A bas Juan Carlos ! Liberté !

PROCÈS DE L'UNION MILITAIRE DÉMOCRATIQUE

Depuis juillet dernier, 10 militaires accusés d'appartenir à l'UMD (Union Militaire Démocratique) voient peser sur eux l'accusation de sédition militaire réécemment transformée en accusation de rébellion militaire, ce qui double automatiquement les peines. Le dixième, le Capitaine Dominguez, exilé en France est devenu le porte-parole de l'UMD à l'étranger.

Le pouvoir fasciste exige des peines très lourdes, de 12 ans. Le commandant OTERO est en état d'incommunication totale depuis 5 jours et cela est arrivé plusieurs fois depuis leur incarcération. Les autorités militaires viennent de commettre d'office à la défense les pires ennemis des militaires démocrates, des avocats appartenant au SIE. Les détenus ont été soumis à toutes sortes de pression. Les journalistes qui ont assisté à une conférence de presse de l'UMD à Madrid ont été arrêtés : la police voulait savoir les noms des participants. Le capitaine Dominguez a rappelé les mensonges fascistes inculqués aux jeunes : «Ils nous ont dit que tout ce qui venait de l'étranger était pernicieux et ils ont livré notre pays aux

multinationales et à l'impérialisme US. Ils nous ont dit que l'étranger, la franc-maçonnerie, le communisme étaient les ennemis de l'Espagne, mais ce sont eux les ennemis de l'Espagne. Quand au délit de rébellion militaire dont ils nous accusent, ils savent bien de quoi ils parlent, eux, les rebelles de 36.» Se référant à l'inscription qui figure sur les casernes espagnoles : «*Todo por la Patria*», le Capitaine Dominguez a déclaré «*la patrie, c'est le peuple* !». Il a été très chaleureusement applaudi, ainsi que le Polisario, mouvement de libération du Sahara, particulièrement acclamé au cours de cette soirée et que l'UMD soutient totalement.

Hélène VARJAC

SAHARA OCCIDENTAL :

UNE CÉRÉMONIE VIDE DE SENS

C'est sous le contrôle de policiers marocains, le talkie walkie à la main, que s'est effectuée à El Aioun la réunion de la Djemna qui servait de couverture à la tentative d'annexion du Sahara Occidental par Hassan II. Cette assemblée de notables, mise en place au temps de la colonisation espagnole, avait en fait réalisé le seul acte patriotique de sa carrière en décidant majoritairement en janvier de se dissoudre au profit du Front POLISARIO.

On notera particulièrement le fait que l'occupant marocain n'a même pas été en mesure de donner le chiffre exact de membres de la Djemna présents à cette

assemblée factice. Les propos tenus à cette occasion donnent une idée de la façon dont le roi du Maroc entend la «libération» du pays : il n'a été question que de perpétuer le souvenir de l'Espagne, ancien collaborateur, et de ses prétendus bienfaits.

A noter également que le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a précisé pourquoi il n'avait pas envoyé de représentant à cette réunion : «Ni l'Espagne, ni l'administration bipartite intégritaire, n'ont pris les mesures pour assurer l'exercice du droit à l'autodétermination».

le quotidien du peuple

En bref

Guadeloupe : les planteurs de canne en lutte

Le prix de la vie a considérablement augmenté cette année en Guadeloupe : 24 % environ ; le prix du quintal d'engrais est passé de 105 à 130 F. Cependant, les capitalistes du sucre (usinières) prétendent cette année faire baisser le prix qu'ils payent aux petits planteurs, de 101 F à 92, pour la même richesse en sucre (9%).

Face à cette situation, l'Union des Paysans pauvres de la Guadeloupe (UPG) avance les revendications suivantes :

- Etablissement du prix de la tonne de canne sur la base de son prix de revient : 150 F.

- Paiement du transport de la canne par les usiniers. Aide permanente et directe aux petits planteurs et colons (sorte de métayers).

- Paiement de la canne à 100 % à chaque quatorzaine. Non prélèvement par les usiniers des cotisations sur le revenu des planteurs pour un quelconque syndicat. Respect de la liberté syndicale.

- Baisse de la cotisation prélevée pour le centre technique de la canne et du sucre.

- L'UPG se déclare solidaire de la lutte des ouvriers industriels et agricoles.

L'UPG ayant appelé les planteurs à ne pas couper et livrer leurs cannes jusqu'à satisfaction de ces revendications, la coupe n'avait toujours pas commencé au 21 février, malgré l'ouverture officielle de la campagne par les usiniers.

correspondant

Moscou : la famille révisionniste déchirée

Les déclarations contradictoires continuent à l'occasion du XXVème congrès du parti «communiste» soviétique. D'un côté, les représentants des partis les plus soumis au Kremlin, tels ceux de Bulgarie, de Mongolie extérieure, de Hongrie, du Portugal, approuvent totalement le discours de Brejnev. Le Bulgare Jivkov a notamment déclaré : «L'attitude envers l'URSS est la pierre de touche» ; tous ont violemment attaqué le «maoïsme» ; manifestement, le spectre du marxisme-léninisme authentique hante la réunion de Moscou. Cependant, des dissonances se font entendre. A l'intérieur même du congrès, où les représentants de la Roumanie, Nicolae Ceaucescu, et du Laos, Phom Vianh, ont refusé d'entrer dans le jeu de «condamnation du maoïsme». En marge, il faut noter la déclaration de Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C. espagnol, au journal italien Corriere della Sera : pour lui, le socialisme soviétique «se ressent du système quasi-féodal qu'il a renversé, et dont il porte encore les stigmates». A cette accusation Carrillo oppose un socialisme «démocratique», «se fondant sur la majorité» : il s'agit des mêmes positions que celles de Marchais, pour qui le contre-exemple russe est de plus en plus un obstacle à ses projets de rénovation du capitalisme.

Portugal : le «pacte» est signé

La signature du «pacte qui lie l'armée portugaise et les partis politiques» a finalement bien eu lieu hier soir comme prévu. Comme on s'y attendait, le rôle du Conseil de la Révolution, organe supérieur des forces armées, est considérablement réduit. Pratiquement, il n'aura plus de pouvoir de décision que sur les questions militaires proprement dites, les partis bourgeois se réservant la gestion directe des affaires du pays. Le texte adopté est un échec pour les officiers sociaux-démocrates du «groupe des neuf», encore puissants au sein du Conseil de la Révolution et dans la hiérarchie militaire, qui espéraient conserver par ce moyen des pouvoirs étendus. La seule concession qu'ils aient obtenue des partis réactionnaires est que les élections à la présidence de la république ne se dérouleront pas le même jour que celles de l'assemblée législative (fixée au 25 avril). Autre point qui pourrait quelque peu limiter la progression de la réaction classique : le président de la république, qui sera nécessairement un militaire, aura des pouvoirs assez étendus. Reste à savoir qui remportera cette élection. En tout cas, le Mouvement des Forces Armées, auteur principal du renversement du régime fasciste, a désormais officiellement vécu.